



Date de dépôt : 28 avril 2026

Rapport

**de la commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture
et du sport chargée d'étudier le projet de loi de Sophie Demaurex,
Léna Strasser, Jean-Pierre Tombola, Xhevrie Osmani, Sylvain
Thévoz, Oriana Brücker, Diego Esteban, Cyril Mizrahi, Leonard
Ferati, Grégoire Carasso, Jean-Charles Rielle, Caroline Renold,
Thomas Wenger modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ)
(J 6 01)**

Rapport de majorité de Ana Roch (page 3)

Rapport de minorité de Cyril Mizrahi (page 90)

Projet de loi (13598-A)

modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) (J 6 01)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi sur l'enfance et la jeunesse, du 1^{er} mars 2018, est modifiée comme suit :

Art. 18, al. 5 (nouveau, l'al. 5 ancien devenant l'al. 6)

⁵ Le département met à disposition des personnes pratiquant l'accueil familial de jour des informations et leur prodigue des conseils afin de renforcer la sécurité et la santé des enfants accueillis.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Ana Roch

La commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport s'est réunie à plusieurs reprises afin d'examiner le projet de loi 13598 modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ).

Ce projet de loi, déposé par M^{me} Sophie Demaurex, vise à étendre certaines prestations du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, en particulier celles du service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ), au domaine de l'accueil familial de jour.

M^{me} Demaurex remercie la commission de la recevoir pour la présentation du PL 13598. Elle explique qu'il s'agit d'un projet demandant la modification de quelques lignes afin d'actualiser la loi sur l'enfance et la jeunesse. La santé publique et l'enfance sont des sujets qui la préoccupent, ce qui motive la présentation de cette proposition. Elle mentionne que l'Observatoire cantonal de la petite enfance, le SRED, a publié en 2024 les résultats de l'enquête famille 2023, indiquant que plus de 60% des enfants en âge préscolaire bénéficient d'une prise en charge collective, principalement en crèche, le mode d'accueil le plus sollicité par les familles à Genève. Elle suggère de s'interroger sur les raisons de ce choix parental, qu'il s'agisse d'un choix citoyen, de socialisation, ou de la notion de sécurité perçue dans ces institutions. Elle rappelle que certains enfants sont accueillis en accueil familial de jour et que leurs parents sont en droit de bénéficier des mêmes prestations.

Elle revient sur l'accueil familial de jour, qui se distingue en deux modes : le mode dépendant, avec des accueillantes familiales employées dans une structure de coordination ou une crèche familiale, et le mode indépendant, avec des accueillantes regroupées en associations ou totalement indépendantes. En 2024, 320 accueillantes familiales de jour sont autorisées à exercer dans le canton. Les structures de coordination et les crèches familiales regroupent 163 accueillantes, trois associations comptent 79 accueillantes, et 84 sont totalement indépendantes. Ces huit structures accueillent 671 enfants pour 675 places, soit 0,8 place pour 100 enfants en âge préscolaire, avec 414 places dans l'accueil dépendant et 117 dans l'accueil indépendant. Dans ces structures, un personnel de coordination, administratif et pédagogique est présent, ainsi que des accueillantes familiales formées et autorisées, bénéficiant d'une surveillance du SASAJ. Les enfants participent régulièrement à des rencontres collectives avec leur accueillante. Les

structures transmettent au SRED leurs statistiques et peuvent informer la FDAP des enfants à besoins spécifiques pour obtenir un soutien financier, pouvant représenter plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de francs. Une collaboration étroite avec les institutions et réseaux à l'enfance est observée. Elle souligne que la loi actuelle ne considère pas les structures d'accueil familial de jour comme faisant partie intégrante des institutions de la petite enfance, contrairement aux crèches. Elle détaille les prestations dont bénéficient les crèches : infirmières référentes, échanges d'informations sur les enfants (allergies, régimes, sommeil, troubles du développement, poux), mise en place de projets d'accueil individualisés (PAI) et conduites à tenir (CAT), rencontres avec les parents, soutien aux équipes, interventions en cas d'épidémie, recommandations vaccinales, matériel de prévention (mallette dents), dépistages dentaires et auditifs, séminaires pour professionnels, et rôle en première ligne pour les situations d'enfants en danger dans le cadre de HARPEJ, incluant l'intervention de médecins et la remontée des informations dans la chaîne de protection.

Elle note qu'en accueil familial de jour, le SSEJ n'a pas de prérogative pour intervenir. En cas d'enfant en danger, les accueillantes doivent contacter directement la protection des mineurs, ce qui complique l'observation et l'intervention, par exemple face à des signes de maltraitance, de négligence, de brûlures, de sous-nutrition ou de malpropreté. Le PL propose d'inclure l'accueil familial de jour dans la loi sur l'enfance et la jeunesse. L'article 1 lettre b serait modifié par l'ajout de la mention « et dans le cadre de l'accueil familial de jour ». L'article 18 alinéa 4 serait complété pour prévoir que « le département intervient également auprès des structures d'accueil préscolaire ainsi que des personnes pratiquant l'accueil familial de jour et des structures qui en assurent la coordination en contribuant à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, en repérant précocement leurs difficultés éventuelles et en guidant leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci ». Des modifications similaires sont prévues dans la loi sur l'accueil préscolaire, avec l'ajout d'un alinéa 5 à l'article 5, garantissant que le canton contribue à la création de conditions favorables à la santé, repère précocement les difficultés et guide parents et professionnels. Ces mentions sont nécessaires pour que le règlement suive et que cela devienne une prérogative.

Les objectifs généraux consistent à promouvoir la santé et la qualité de vie des enfants dans les structures préscolaires et familiales, à garantir un traitement équitable entre enfants accueillis en structures collectives et en accueil familial de jour, et à pallier les disparités observées dans l'accès aux prestations sanitaires. Le constat actuel montre que le SSEJ intervient dans les

crèches mais pas auprès des accueillantes familiales de jour, entraînant une absence de mesures sanitaires spécifiques, un risque d'inégalité de traitement et une limitation du dépistage précoce (dents, caries, audition) avant l'entrée à l'école. Les prestations proposées incluent l'extension du SSEJ aux structures de coordination et aux accueillantes familiales de jour, le dépistage bucco-dentaire, l'accès aux programmes de prévention et au matériel, l'obligation de signaler en cas d'épidémie et la possibilité de rencontrer du personnel. L'impact attendu est une meilleure prévention, un repérage précoce des situations à risque, et un soutien aux professionnels, avec environ 700 enfants et 300 accueillantes concernées, représentant environ 5% d'enfants supplémentaires dans les structures de petite enfance. Le coût est jugé raisonnable et proportionnel aux bénéfices attendus.

La présidente demande une estimation chiffrée plus précise.

M^{me} Demaurex répond qu'aucun chiffre exact ne peut être fourni, mais que l'extension des prestations au SSEJ représenterait une charge modeste, correspondant à environ 5% des enfants, et qu'il pourrait s'agir d'un demi-poste d'infirmier ou d'une modification de l'accès aux documents et programmes. Elle insiste sur l'importance de permettre au SSEJ d'intervenir, notamment pour les enfants à besoins spécifiques, et sur la nécessité d'assurer l'égalité de traitement entre tous les enfants, quel que soit le mode d'accueil. Elle rappelle que les accueillantes se rendent régulièrement dans des lieux d'accueil enfants-parents ou café-rencontre, et que les communes mettent des locaux à disposition. Sans intervention du SSEJ, ces structures pourraient se retrouver démunies en cas d'épidémie ou de besoin de soutien sanitaire. Elle conclut que les épidémies et dépistages ne peuvent rester en marge de la santé publique, et que la prévention constitue une protection essentielle pour le bien-être et la sécurité des enfants avant l'école.

La présidente remercie M^{me} Demaurex pour sa présentation très claire et évoque son expérience passée comme magistrate communale, se rappelant que certaines « mamans de jour », notamment la structure Koala, tenaient à rester indépendantes. Elle s'interroge sur la volonté actuelle des accueillantes familiales de jour d'intégrer le SSEJ.

M^{me} Demaurex précise que le statut des accueillantes n'est pas modifié par cette proposition. Toutes sont considérées de la même manière, puisque c'est elles, et non les structures, qui détiennent l'autorisation. Qu'elles soient indépendantes ou engagées, elles bénéficient de cette autorisation après avoir suivi les cours de premiers secours et les cours de santé. Lorsqu'il a été demandé au SSEJ ce qu'il convenait de faire pour ce public, le document résumé sur la santé des enfants en accueil familial de jour révèle que les accueillantes considèrent les prestations actuelles comme insuffisantes, en

dèçà des attentes pour répondre aux demandes des parents, notamment pour l'administration de médicaments. Koala existe toujours. Toutes les structures, qu'elles emploient ou non des accueillantes familiales, souhaitent disposer d'un interlocuteur au SSEJ et ne pas devoir intervenir comme un parent ou un non-professionnel. Les accueillantes doivent garantir régulièrement le respect des normes de santé et peuvent perdre leur autorisation en cas de manquement. L'inscription dans la loi concerne l'accès aux services de santé, sans constituer une contrainte pour les accueillantes. Les associations sont encore plus défavorisées que les structures employeuses, n'ayant pas le même accès aux réseaux enfance et bénéficiant de moins de reconnaissance.

Un commissaire (S) rappelle son expérience passée au sein de Pro Juventute Genève et évoque les Mary Poppins, qui avaient pour objectif de professionnaliser l'accueil. Il s'interroge sur l'impact du projet de loi sur ce public et sur la réaction de la fondation par rapport à cette proposition. Il souligne également la disparité pour les enfants gardés hors structure à Genève et s'interroge sur la possibilité d'un système permettant à ces enfants d'avoir aussi accès aux prestations de prévention et de santé, tout en reconnaissant que cela poserait un problème de législation.

M^{me} Demaurex explique que la focalisation porte sur les structures, et que, hormis à Genève, toutes les accueillantes familiales sont associées à une structure, ce qui leur apporte un soutien communal. Les accueillantes indépendantes doivent pouvoir accéder aux prestations soit via leur structure associative, soit directement par la ville ou le SSEJ. La loi distingue les structures d'accueil familial de jour et les accueillantes indépendantes, mais c'est l'accueillante elle-même, qu'elle soit indépendante ou employée, qui détient l'autorisation et est responsable en cas d'incident. La structure accompagne seulement. Concernant les enfants gardés hors structures, elle précise que le projet de loi cible les enfants accueillis par un personnel autorisé et surveillé, dans la même loi que les crèches. L'accès aux prestations du SSEJ pour des enfants hors structures organisées, comme chez les Mary Poppins, relèverait d'une autre réflexion, qui n'est pas prévue dans le projet. Elle ajoute que toute tentative de légiférer sur la garde par des grands-parents a déjà suscité de fortes réactions, et que l'objectif est de légiférer là où c'est possible. Elle souligne cependant qu'en termes de santé publique, il serait souhaitable de couvrir le plus large public possible.

Le commissaire (S) demande enfin si, pour la fondation 022 Familles, les Mary Poppins formées considèrent le projet de loi comme un avantage.

M^{me} Demaurex répond que les Mary Poppins ne sont pas intégrées dans la loi. La loi sur l'accueil préscolaire surveille l'accueil en crèche, en garderie et l'accueil familial de jour, qu'il soit indépendant ou dépendant. Les structures

collectives et l'accueil familial de jour sont donc distincts. Le SSEJ déploie ses activités dans les structures d'accueil de la petite enfance, c'est-à-dire principalement les crèches. Les Mary Poppins, bien que régies par 022 Familles au niveau du travail, ne bénéficient pas de surveillance et ne sont pas couvertes par la loi.

Le commissaire (LC) soulève une question pratique, prenant l'exemple d'une association couvrant la région de la Champagne. Il note que, pour les contrôles dans les écoles ou crèches, la mise en œuvre est simple car les lieux sont centralisés, mais que chaque accueillante familiale a deux ou trois enfants d'âges différents. Il s'interroge sur la faisabilité concrète du projet de loi et sur la manière dont il pourrait être appliqué sur le terrain.

M^{me} Demaurex explique que, dans les faits, le SSEJ pourrait organiser, par exemple, les dépistages dans ces lieux, avec l'accord des parents pour que les enfants soient amenés par les accueillantes familiales. Elle précise que les structures indépendantes sont aussi démunies que les structures dépendantes pour ces problématiques, et qu'il n'existe aucun clivage en matière de santé. Le matériel fourni par le SSEJ n'est actuellement pas accessible aux accueillantes familiales de jour. Ce manque ne relève pas d'un problème pratique mais d'une absence de prérogative légale.

Elle ajoute que ces structures ont besoin d'un accès officiel au SSEJ pour les dépistages, le matériel, les formations et les informations. Par exemple, les plans canicule et autres informations circulent largement dans les crèches mais pas auprès des structures d'accueillantes familiales de jour, bien qu'elles bénéficient de financements communaux. En cas d'enfant en danger, ces structures doivent elles-mêmes effectuer le signalement ou l'envoyer via l'accueillante, contrairement aux crèches qui peuvent contacter directement le SSEJ et bénéficier de l'intervention d'un médecin. L'accès au SSEJ permettrait également d'organiser des séances de prévention, comme le dépistage dentaire, et d'avoir un interlocuteur en cas de besoin.

Le commissaire (LC) note que le projet vise à égaliser l'accès aux prestations de santé, mais souligne que les accueillantes familiales n'ont pas le même niveau de formation que le personnel des crèches. Il s'interroge sur le risque que le PL crée des obligations supplémentaires ou mette en tension le suivi plus personnalisé entre parent et accueillante, et se demande si l'accès élargi à la santé est vraiment nécessaire, par exemple en cas d'épidémie de rougeole, lorsque les structures et coordinatrices communiquent déjà entre elles.

M^{me} Demaurex répond qu'il serait utile d'auditionner le SSEJ et le SASAJ pour approfondir la question. Elle précise que moins le personnel est formé,

plus il est nécessaire que les forces extérieures puissent intervenir, pour garantir que les réponses appropriées soient données. L'accès aux formations et aux informations sur les épidémies ou autres problématiques reste important, même pour un personnel déjà formé. Elle rappelle que le parent n'est pas employeur de l'accueillante familiale : la responsabilité de la bonne administration des soins ou médicaments incombe uniquement à l'accueillante, et ce n'est pas parce qu'un parent a donné son accord que l'accueillante peut déroger à ses obligations.

Elle insiste sur le fait que l'objectif du projet de loi n'est ni d'augmenter les obligations ni de modifier l'organisation, mais de donner aux structures d'accueil familial de jour un accès aux prestations de santé disponibles dans les institutions de petite enfance, prestations actuellement très insuffisantes dans ces associations.

Un commissaire (UDC) s'interroge sur l'effet du projet de loi sur les signalements au SPMi et sur une éventuelle diminution des situations portées à ce service.

M^{me} Demaurex demande si la question concerne les situations signalées par le personnel des accueillantes familiales de jour. Elle précise que le nombre de signalements pourrait plutôt augmenter, dans la mesure où ces situations sont actuellement portées à bout de bras par le personnel, parfois par crainte d'agir, alors qu'un signalement n'est pas nécessairement une dénonciation, mais peut constituer un appui pour la famille. Elle souligne qu'il est difficile de prévoir si les situations augmenteraient ou diminueraient. Le projet de loi ne concerne pas la maltraitance commise par les accueillantes familiales, qui relève du SASAJ, mais les cas où une accueillante observe un risque pour un enfant. Actuellement, elle doit contacter directement le SPMi, ce qui est complexe et peut conduire à des signalements erronés ou à des omissions par peur de nuire. Le SSEJ pourrait intervenir pour observer la situation et déterminer la conduite appropriée, sans mettre en difficulté une famille. L'objectif n'est pas d'augmenter le nombre de signalements, mais de permettre une réponse adaptée aux situations à risque. Aucun chiffre n'est disponible pour quantifier l'impact.

Un commissaire (UDC) exprime son inquiétude, rappelant que le SPMi est déjà fortement sollicité et qu'il ne faut pas aggraver une situation difficile.

M^{me} Demaurex insiste sur le fait que l'idée est de ne pas obliger les accueillantes à contacter systématiquement le SPMi. Le problème actuel est que ce service constitue le seul point de chute pour ce personnel.

Le commissaire (UDC) pose une seconde question sur la dépendance des structures aux communes, y compris les crèches, et s'interroge sur un éventuel

financement communal de l'extension des services. Il demande également si l'ACG a été contactée.

M^{me} Demaurex explique que le SSEJ dépend du DIP et que l'intervention dans les institutions de petite enfance constitue actuellement une charge de l'Etat, tandis que ces institutions sont subventionnées par les communes. Elle ajoute que la question de la participation financière des communes pour étendre le service à l'accueil familial de jour pourrait être abordée avec l'Association genevoise des structures de coordination (AGSC), dont le président, Martin Staub, est également président de l'ACG.

La présidente demande, en vue de certaines auditions éventuelles, si les structures comme Koala disposent d'une faîtière.

M^{me} Demaurex précise qu'elles disposaient auparavant d'une faîtière, la Fédération genevoise, mais qu'elles n'en ont plus. Elle mentionne les structures indépendantes Le Couffin, Koala et Supernounou, couvrant l'ensemble du territoire, ainsi que l'AGSC, qui regroupe les trois autres structures. Elle suggère que l'audition du Couffin pourrait permettre de répondre à certaines questions, la structure ayant déjà l'habitude d'être entendue. Elle recommande également d'entendre le SASAJ, qui est en première ligne pour les exigences de santé et les directives concernant les accueillantes familiales et qui les autorise.

Audition

- **M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, DIP**
- **M^{me} Eléonore Zottos, secrétaire générale adjointe, DIP**
- **M. Pascal Freydier, directeur du SSEJ, DIP**

M. Freydier dit que le projet de loi porte sur la modification du cadre légal, avec des changements à l'article 1, lettre b et à l'article 18, alinéa 4 de la LEJ. Actuellement, seules les structures d'accueil de la petite enfance sont éligibles à des prestations du département, principalement du SSEJ. Le rôle du département auprès des structures d'accueil de la petite enfance, dont le nombre est en augmentation, concerne la promotion de la santé auprès des équipes encadrantes et des parents, la prévention, le repérage de situations à risque, notamment en matière de protection de l'enfant avec des orientations appropriées, ainsi que la favorisation de l'intégration des enfants ayant des besoins de santé spécifiques. Environ 700 enfants sont actuellement accueillis au sein d'un projet d'accueil individualisé, permettant un accueil dans des conditions de sécurité pour les enfants et pour les encadrants, notamment en cas d'allergies, d'épilepsie ou d'autres situations similaires.

Il apporte une précision concernant le projet de loi 13598, qui fait référence à des dépistages dans les structures d'accueil de la petite enfance. De tels dépistages n'y ont pas lieu. Les dépistages systématiques dans l'enseignement public débutent à l'école primaire et concernent notamment la vue, l'ouïe et la santé bucco-dentaire. Bien que les AFJ ne soient pas dans le périmètre réglementaire, elles bénéficient depuis de nombreuses années de prestations du SSEJ. Un document d'orientation spécifique aux AFJ a été élaboré il y a plusieurs années et mis à jour en 2024. Il est accessible sur ge.ch et régulièrement actualisé. Les accueillantes familiales de jour ont accès à des orientations et à des conseils via la permanence téléphonique du SSEJ, ouverte du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h à 17h. En 2025, la possibilité a été ouverte pour certaines responsables de faïtières de structures de coordination AFJ d'être formées au repérage et à la prise en charge de situations d'enfants à risque de maltraitance. Les accueillantes familiales de jour ont également accès à un document de référence santé à l'attention des structures d'accueil de la petite enfance, disponible sur ge.ch, qui traite des différentes dimensions de la santé, telles que l'hygiène, l'alimentation, le sommeil, la température des locaux et les références nécessaires pour assurer la qualité de l'accueil.

Concernant le projet de loi 13598, des éléments sont jugés problématiques. Les prestations d'accueil ne sont pas similaires et ne permettent pas un duplicata des prestations proposées aux structures d'accueil de la petite enfance pour les AFJ, en raison de modalités d'accueil différentes, d'avantages, de freins et d'inconvénients distincts. Les accueillantes familiales de jour disposent d'un cursus de formation de 20h par rapport aux éducatrices de l'enfance et aux ASE, dont la formation est bien plus complète. Il ne s'agit pas d'un accueil collectif avec les mêmes amplitudes. L'accueil familial de jour constitue un dispositif d'accueil différent de celui des structures d'accueil de la petite enfance. On dénombre environ 270 AFJ. Celles-ci relèvent d'une organisation hétérogène, certaines étant rattachées à des faïtières ou à des associations, d'autres étant indépendantes. Cette diversité rend le périmètre, la compréhension ainsi que l'élaboration d'indications et de recommandations plus complexes. Il n'existe pas de certitude quant à leur accès effectif aux prestations, notamment en l'absence d'obligation de formation continue ou de recours à des références et recommandations de santé. Une symétrie avec les prestations du SSEJ destinées aux structures d'accueil de la petite enfance ne peut dès lors être envisagée. En conclusion sur les freins identifiés, les structures d'accueil de la petite enfance constituent un périmètre en expansion, avec un nombre croissant d'enfants accueillis.

Depuis trois à quatre ans, des efforts sont menés pour renforcer la répondeance aux besoins de ces structures, actuellement calées sur les rythmes

scolaires, avec l'objectif d'étendre la surveillance à davantage de semaines par année, notamment pour la gestion des épidémies. Les ressources actuelles ne le permettent pas. Le SSEJ dispose de 6,4 ETP pour 12 500 enfants accueillis, auxquels s'ajoute 1,8 ETP de psychomotriciennes, ce qui représente un sous-effectif au regard des besoins. Depuis 2020, le nombre d'entretiens de santé, notamment pour les suivis en crèche, a augmenté de plus de 40% en cinq ans. Cette hausse est liée non seulement à l'augmentation du nombre d'enfants, mais surtout à la complexité croissante des situations, alors que les effectifs demeurent très limités. Il précise toutefois que l'objectif reste un accueil de qualité pour les AFJ. L'argument d'une inégalité avancé dans le projet de loi est relativisé, une réponse jugée adaptée et proportionnée étant déjà apportée au regard des attentes liées à l'accueil familial de jour. Un renforcement de la communication et une meilleure visibilité des canaux existants peuvent être envisagés. Un travail complémentaire avec les acteurs du terrain préscolaire, tels que le service éducatif itinérant, la guidance infantile ou les pédiatres, permettrait d'identifier d'éventuels éléments à renforcer pour l'ensemble des AFJ.

En revanche, il n'est pas possible d'aller beaucoup plus loin en l'état. L'accessibilité des recommandations santé destinées aux structures d'accueil de la petite enfance constitue déjà une difficulté, notamment en raison de la nécessité d'un compte e-démarche. Cette complexité serait encore accrue pour les AFJ. Des efforts peuvent néanmoins être envisagés. Les AFJ n'ont pas été exclues des dispositifs liés aux épidémies. Elles reçoivent désormais les informations relatives aux directives fortes chaleurs lors des alertes canicule et ont bénéficié, durant la période covid, de plans de protection élaborés par le SSEJ. Une attention spécifique leur est donc portée par le SSEJ et le département, jugée à ce stade adaptée au regard des ressources disponibles et des besoins exprimés.

M^{me} Zottos apporte une rectification concernant la formation des AFJ. La formation requise pour être autorisée est de 45 heures au minimum et non de 20 heures.

La présidente demande si ces 45 heures de formation débouchent sur une certification.

M^{me} Zottos indique que la formation est organisée par 022 Familles, qu'elle inclut notamment des aspects liés à la santé et qu'elle donne lieu à une attestation de formation.

La présidente souligne que, par comparaison, le personnel de la petite enfance suit une formation de trois ans.

M^{me} Zottos précise qu'il s'agit soit d'un CFC pour les ASE, soit d'une formation tertiaire de trois ans pour les éducateurs et éducatrices de la petite enfance. Elle conclut en indiquant qu'une estimation des ressources nécessaires à l'application du projet de loi tel que rédigé a été réalisée, correspondant à 2 ETP d'infirmiers et 0,4 ETP de médecin, soit 2,4 postes supplémentaires.

M. Freydier précise que cette estimation repose sur des prestations qui devraient encore être précisément déterminées et définies. Des interventions telles que des constats de lésions à domicile dans des situations de maltraitance sont extrêmement complexes. Envisager des interventions sur les 270 sites, avec une équipe de neuf infirmières pour réaliser des projets d'accueil individualisés et former spécifiquement des AFJ à l'usage de traitements ou d'injections, représenterait également une grande complexité. Il estime nécessaire d'éclairer les besoins en lien avec la qualité d'accueil attendue, sans viser un niveau équivalent à celui des structures d'accueil de la petite enfance.

La présidente interroge sur l'existence d'un danger lié au statu quo pour les AFJ.

M. Freydier indique qu'aucun danger n'est identifié de son point de vue.

La présidente précise la question en lien avec la qualité de l'accueil.

M. Freydier indique ne pas connaître en détail la qualité de la formation proposée par 022 Familles, mais rappelle que l'autorisation d'accueillir est délivrée par le SASAJ. Il est donc considéré que les exigences actuelles sont suffisantes au regard de la qualité d'accueil attendue. Des communications complémentaires peuvent être envisagées, sous réserve d'une clarification préalable des besoins.

M^{me} Zottos apporte un élément de compréhension du système des AFJ. Il repose sur une contractualisation directe entre les parents et la personne accueillante, ou via une structure de coordination jouant un rôle d'intermédiaire administratif. Les parents entretiennent une relation directe avec la personne à qui ils confient leur enfant et peuvent transmettre des protocoles de santé. En structure collective, le fonctionnement est différent, avec une rotation du personnel et des interlocuteurs variables, ce qui nécessite une organisation spécifique. En matière de risques, les AFJ disposent de réflexes en premiers secours et savent qui contacter en cas de suspicion de problème, en sollicitant rapidement les autorités compétentes. Une évolution récente concerne les AFJ employées par des structures de coordination accueillant des enfants à besoins spécifiques. Elles peuvent désormais solliciter des aides supplémentaires auprès de la structure de coordination, qui peut déléguer du personnel, notamment pour des promenades ou des sorties, afin de

les soutenir lorsqu'elles se retrouvent seules avec plusieurs enfants. La Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire octroie à cet effet des soutiens financiers aux structures de coordination.

Un commissaire (S) indique que l'une des causes de la position plutôt opposée au projet de loi est d'ordre financier, mais que ce n'est finalement pas l'unique cause. Il comprend également les difficultés d'organisation liées à l'existence de 270 sites différents, ce qui constitue un véritable problème. Il se demande toutefois si, avec davantage de financement, une telle extension des prestations serait envisageable, et s'il n'existerait pas des moyens de rationaliser cette multiplicité afin de pouvoir malgré tout toucher les enfants. Il relève que la situation actuelle est problématique dans la mesure où, si certains parents font réellement le choix de confier leur enfant à une AFJ, pour beaucoup il s'agit plutôt d'une conséquence du manque de places en crèche. Or, un dispositif étatique, tel que celui prévu par la loi sur l'enfance et la jeunesse, qui a vocation à avoir une portée aussi universelle que possible, ne peut pas remplir pleinement ses missions en raison d'un dysfonctionnement des collectivités publiques, notamment des communes. Cette situation lui paraît regrettable. Il souligne que c'est précisément en raison du manque de places en crèche que certaines missions prévues dans le cadre de l'accueil préscolaire ne peuvent pas être assurées auprès des AFJ, alors qu'elles le sont dans les structures d'accueil collectif. Il comprend la volonté d'améliorer l'information, mais s'interroge sur la possibilité d'aller plus loin, notamment en renforçant les rôles de détection et en dépassant la simple information, moyennant des moyens supplémentaires. Il évoque également la possibilité de regrouper ou de structurer davantage les AFJ, dans la mesure du possible.

M. Freydier indique ne pas pouvoir répondre directement à cette question, tout en comprenant la préoccupation exprimée. Il rappelle que la situation actuelle est marquée par une grande hétérogénéité et un manque d'organisation, ce qui complique la tâche du SSEJ en tant que prestataire de promotion de la santé. Il partage le souhait que chaque enfant puisse disposer d'une place d'accueil envisageable et sécurisée, idéalement dès le projet de parentalité. Il précise toutefois que cette question dépasse le périmètre de compétence du SSEJ, tout en indiquant, à titre personnel, qu'il y serait favorable.

M^{me} Hiltbold souligne que la question centrale demeure celle de l'allocation des moyens : dispose-t-on de suffisamment de ressources et quels choix souhaite-t-on opérer ? Si tout investissement a une utilité, des arbitrages sont néanmoins nécessaires. Elle précise que, si le parlement souhaite développer ces prestations, il faut être conscient que leur mise en œuvre ne serait pas aussi simple que dans les structures à prestations élargies et que celle-

ci nécessiterait des moyens supplémentaires. Elle rappelle par ailleurs que des ressources additionnelles sont déjà nécessaires pour assurer correctement le travail du SASAJ auprès des SAPE. Elle conclut en indiquant qu'il s'agit de mettre les moyens aux bons endroits, dans une réalité budgétaire contrainte, sans pour autant considérer que de tels investissements seraient mal orientés.

Le commissaire (LJS) pose deux questions. Il demande tout d'abord quels constats ont été établis et s'il existe des données indiquant l'existence de problèmes concernant les AFJ qui pourraient être corrigés grâce au projet de loi. Il interroge ensuite la nécessité de moyens supplémentaires, en se demandant s'il ne conviendrait pas plutôt de revoir la coordination et l'organisation afin d'améliorer la situation sans recourir à des ressources financières additionnelles.

M. Freydier répond que les deux dimensions sont nécessaires. Il indique que les besoins augmentent de manière exponentielle. Il relève que le projet de loi mentionne un ratio entre le nombre d'enfants accueillis et la masse sur laquelle le SSEJ exerce une responsabilité, mais souligne que la principale difficulté réside dans une organisation complètement déstructurée. Il compare cette situation à celle de l'enseignement secondaire II, avec plusieurs sites d'accueil du postobligatoire, nécessitant de nombreux déplacements, ce qui représente un coût différent de celui d'un site unique et circonscrit. Il précise que les AFJ constituent un ensemble hétérogène, certaines étant organisées tandis que d'autres ne le sont pas du tout, et qu'elles n'ont pas l'obligation de poursuivre leur formation.

En réponse à la première question du commissaire (LJS), il indique que peu de besoins sont exprimés. Un examen des sollicitations reçues via la permanence téléphonique montre qu'il y a très peu, voire quasiment aucune demande émanant des AFJ. Pour le département, si une évolution devait être envisagée, elle passerait par des rencontres avec les AFJ afin de leur demander quels besoins supplémentaires elles identifient dans leur pratique quotidienne par rapport aux prestations déjà existantes. A ce stade, ces éléments font défaut. Il rappelle que plusieurs dispositifs sont déjà en place, notamment un cursus de formation comprenant un tronc commun de 45 heures, un document de recommandations régulièrement mis à jour, ainsi que l'accès à la permanence téléphonique. Il indique qu'une réflexion est en cours, notamment sur les questions de pratiques liées à l'enfant, afin d'examiner dans quelle mesure le SSEJ pourrait intervenir de manière contributive pour renforcer la protection des enfants du canton de Genève si nécessaire. Il conclut en indiquant qu'en l'absence de besoins spécifiques exprimés à ce jour, ou du moins portés à la connaissance du département, il ne voit pas quelles prestations supplémentaires pourraient être mises en œuvre.

Le commissaire (LC) relève qu'il a été indiqué qu'aucun retour n'avait été reçu et il demande si la question a effectivement été posée aux AFJ.

M. Freydier répond que la question n'a pas été posée, les AFJ ne faisant pas partie du périmètre réglementaire.

Le commissaire (LC) rappelle qu'il a été mentionné précédemment l'existence de contacts avec les coordinatrices de ces structures et il demande s'il s'agit de rencontres régulières, ainsi que le type d'informations qui leur sont transmises et la manière dont cela se déroule dans la pratique.

M. Freydier précise que les contacts ont lieu par l'intermédiaire du SASAJ, qui coordonne certaines liaisons, notamment lorsqu'il s'agit, par exemple, de tester des formations sur le repérage d'enfants en danger. Il indique que, par ailleurs, les AFJ bénéficient, comme toute autre AFJ ou structure, des canaux d'information utilisés lors des diffusions collectives. Il n'y a toutefois pas de rencontres spécifiques, ces structures ne faisant pas partie du périmètre réglementaire actuel. Il ajoute que les structures d'accueil de la petite enfance sont rencontrées via le SASAJ, notamment durant la période covid, période pendant laquelle des rencontres régulières avaient lieu avec les coordinatrices ou responsables pédagogiques des structures d'accueil.

Le commissaire (LC) relève que certaines AFJ sont indépendantes et d'autres salariées, et il demande s'il existe des AFJ indépendantes non affiliées à des structures de coordination. Il s'interroge sur le cas d'une personne indépendante, par exemple à Carouge, et sur le fait que cette personne ne disposerait, en dehors de ses heures de formation, d'aucune autre information si elle ne va pas elle-même la chercher.

M^{me} Zottos indique que la surveillance exercée par le SASAJ implique des visites régulières auprès des AFJ. Elle précise qu'il existe également des listes de coordonnées permettant de contacter les personnes afin de diffuser des informations, notamment en cas de canicule ou de situation liée au covid.

Le commissaire (LC) rappelle que l'auteur du projet de loi reprochait le fait que les AFJ ne puissent se tourner qu'auprès du SPMi en cas de suspicion de maltraitance, contrairement aux SAPE qui disposent d'un processus structuré. Il demande si cette situation est jugée acceptable en l'état ou si ce point devrait être amélioré.

M. Freydier répond que le repérage et les signaux de maltraitance constituent un aspect qui mérite d'être exploré. Il indique que la possibilité de formuler une proposition simple permettant aux AFJ de bénéficier d'un renforcement de compétences, en coordination avec le SASAJ et selon des modalités à définir, serait vue positivement. Il souligne toutefois que la structuration et les algorithmes décisionnels sont en cours d'élaboration pour

les structures d'accueil de la petite enfance, un travail engagé depuis environ sept ans. Il précise qu'il s'agit d'un processus nécessitant une grande régularité, un investissement important, une coordination étroite et des ajustements permanents. Dans ce contexte, il apparaît difficilement envisageable de proposer, pour les AFJ, autre chose que la possibilité, comme pour le citoyen, de contacter le SPMi.

M^{me} Zottos précise que les AFJ ne sont informées durant leur formation qu'en cas de besoin ou de suspicion, il n'est pas nécessaire de procéder directement à un signalement au SPMi. Elle indique qu'une permanence du SPMi est à disposition pour répondre aux préoccupations des personnes et permettre une première évaluation afin de déterminer s'il existe un danger et si une action est nécessaire, sans être encore au stade du signalement.

Un commissaire (UDC) relève que de nombreux échanges ont porté sur la maltraitance et il s'interroge sur son évolution au fil des années. Il demande si les parents sont aujourd'hui plus maltraitants qu'auparavant ou s'il s'agit plutôt d'une forme de prévention accrue, visant à prévenir avant qu'une situation ne dégénère. Il questionne également la manière de prévenir la maltraitance et mentionne des situations dans lesquelles le SPMi aurait, selon lui, privilégié des mesures de prévention jugées disproportionnées par rapport à certains cas. Il demande enfin s'il existe réellement une augmentation de la maltraitance et de quel type de maltraitance il s'agit.

La présidente relève que le débat s'éloigne quelque peu du projet de loi, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un sujet qui tient particulièrement à cœur à l'intervenant.

M. Freydiere indique ne pas pouvoir s'exprimer à la place du SPMi. Il relève toutefois que les manchettes de la presse témoignent de l'urgence et des besoins exprimés par les familles afin de pouvoir exercer leur rôle parental auprès de leurs enfants sans passer par des situations de maltraitance. Il précise que, si la maltraitance et la protection de l'enfance sont abordées, c'est parce qu'il s'agit d'un besoin qui a été exprimé auprès du SASAJ, certaines structures de coordination d'AFJ ayant manifesté un intérêt à en savoir davantage sur ces questions. L'objectif est de pouvoir accompagner rapidement les situations complexes.

M^{me} Hiltbold ajoute que la maltraitance est aujourd'hui mieux détectée et davantage prise en charge qu'auparavant. Elle relève que des situations qui pouvaient être tolérées par le passé ne le sont plus aujourd'hui. Elle précise qu'il ne s'agit donc pas uniquement d'une augmentation des situations, mais également d'une meilleure détection et d'une meilleure prise en charge. Elle indique qu'au sein du DIP, une augmentation du nombre de signalements

émanant de particuliers ou de la police auprès du SPMi est constatée, ces derniers alertant le service lorsqu'ils identifient des situations préoccupantes.

Audition

- *M^{me} Sylvie Enggist, association Le Couffin*
- *M^{me} Sabina Blanchut, association Koala*

M^{me} Enggist indique être la directrice de l'association Le Couffin, qui regroupe environ 25 accueillantes familiales. L'association couvre la région Champagne, depuis Bernex jusqu'à Chancy, soit un territoire correspondant à dix communes. La spécificité de l'association consiste à apporter un soutien aux accueillantes familiales disposant du statut d'indépendantes. L'association a fêté ses vingt ans l'année précédente, et M^{me} Enggist y travaille également depuis vingt ans.

M^{me} Blanchut se présente comme directrice de l'association Koala, active dans la région Arve-Lac. L'association travaille pour quatorze communes sur les quinze de la région, Collonge-Bellerive s'étant retirée. L'association a fêté ses trente ans l'année précédente. Elle regroupe environ 35 à 40 accueillantes familiales. L'association s'occupe des accueillantes familiales également indépendantes dans les communes concernées, tout en maintenant une ouverture aux accueillantes indépendantes qui souhaiteraient bénéficier du soutien d'une association située à Genève. Des placements d'enfants sont alors effectués sur le secteur couvert par l'association.

M^{me} Enggist ajoute que l'association Supernounou représente sept communes dans la région de Versoix et regroupe également des accueillantes familiales exerçant en tant qu'indépendantes.

M^{me} Enggist précise que le territoire genevois est presque entièrement couvert par les associations.

La présidente demande s'il existe d'autres associations.

M^{me} Enggist explique que, sur le canton de Genève, il existe encore ce qui est appelé des structures couvrant d'autres communes et proposant l'engagement. L'ensemble du territoire genevois est ainsi couvert soit par des associations, soit par des structures en ce qui concerne les accueillantes familiales. Cela représente 31 communes genevoises. Bernex et Confignon constituent deux communes qui apportent un soutien à la fois aux personnes employées et aux indépendantes. Les accueillantes familiales de jour sont autorisées au même titre que les SAPE en vertu de la loi sur l'accueil préscolaire (LAPr, rsGE J 6 28). Elles figurent dans les statistiques de l'Observatoire cantonal de la petite enfance rattaché au service de la recherche

en éducation. Elles sont également mentionnées dans la Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire (FDAP) lorsqu'il y a des enfants à besoins éducatifs particuliers, la FDAP entrant alors aussi en compte pour les accueillantes familiales.

M^{me} Enggist compare l'accueil familial de jour avec les crèches et jardins d'enfants. Le cadre légal est le même et relève de la même loi. Les exigences sont identiques et l'activité se déploie également sous le cadre du SASAJ, avec des exigences relativement strictes. Une différence subsiste toutefois entre l'accueil familial de jour et les crèches ou jardins d'enfants : absence de l'appui du service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ), absence de matériel de dépistage, absence d'alertes en cas d'épidémie ou de situations similaires, les informations étant moins claires. Il n'existe pas non plus de possibilité d'obtenir des validations pour des PAI, soit les protocoles d'accompagnement lorsque les enfants présentent des allergies ou d'autres situations particulières. L'accès aux formations proposées par le SSEJ, par exemple sur le sommeil ou l'alimentation, reste également restreint.

M^{me} Enggist expose les raisons de la présence des associations dans le cadre de ce projet de loi et le besoin d'un accès au SSEJ. Pour l'accueil familial, un tel accès constituerait un soutien très important pour le repérage précoce. Les accueillantes familiales ne disposent pas de la même formation que les éducateurs ou d'autres professionnels, de sorte que la capacité à identifier rapidement des retards de développement ou des difficultés spécifiques serait particulièrement utile. Un tel soutien représenterait également une alternative au SPMi. Actuellement, en cas de suspicion de maltraitance, la seule démarche consiste à contacter directement le SPMi, ce qui implique des procédures immédiatement très lourdes. Une approche plus douce pourrait être envisagée avec le SSEJ. Elle évoque également un accompagnement de proximité. Le SSEJ peut observer l'enfant, réaliser des photos ou de petites vidéos, ce qui permet de mieux identifier certaines difficultés. Ce type d'intervention constitue un soutien à la fois pour les parents et pour l'association. Le SSEJ propose également des outils concrets répondant à des besoins précis, notamment les protocoles de santé. Des documents existent déjà et seraient particulièrement utiles aux accueillantes familiales. La demande ne vise pas la création de nouveaux outils, mais l'accès à des ressources déjà existantes. Elle mentionne par exemple des outils de prévention et de dépistage en matière d'hygiène dentaire. Le SSEJ dispose de grandes maquettes de bouche accompagnées de grandes brosses à dents. Ces supports permettent d'intervenir directement auprès des enfants ou d'être prêtés afin d'enseigner les bons gestes. Ce matériel existe déjà et pourrait être utilisé dans

l'accueil familial de jour. Des séminaires et formations proposés par le SSEJ pourraient également être utiles pour les accueillantes.

M^{me} Enggist souligne que l'accueil familial de jour correspond à une garde à domicile, mais pas uniquement. De nombreux accueils collectifs sont organisés, notamment sous forme d'animations dans des locaux mis à disposition. Ces rencontres réunissent facilement une vingtaine de personnes ou davantage, par exemple une dizaine d'accueillantes accompagnées d'une vingtaine d'enfants. La dimension collective est donc bien réelle, avec un risque de transmission de maladies. En crèche, la présence de trois enfants atteints d'une gastro doit par exemple être immédiatement annoncée afin d'éviter une propagation plus large. L'accueil familial n'est pas inclus dans ces règles. L'absence de mesures et d'informations concernant les épidémies pose un problème, notamment pour des maladies comme la coqueluche ou d'autres infections. Aucune information officielle ni aucune mesure spécifique n'existent pour signaler ces situations. Elle indique que l'adoption de ce projet de loi permettrait d'assurer une protection égale pour chaque enfant et de sécuriser le cadre professionnel. L'accueil familial relève déjà de la même loi que les structures de la petite enfance, de sorte que ce dispositif représenterait un réel bénéfice pour l'accueil familial, pour le bien-être et la sécurité des enfants. Une telle évolution devrait constituer un principe évident. La modification législative consisterait simplement en l'ajout de deux phrases dans la loi. Aucune création de nouvelles structures n'est demandée. Le bien-être et la santé de l'enfant ne devraient pas dépendre de son mode d'accueil.

M^{me} Blanchut estime également souhaitable d'inclure les accueillantes familiales qui n'ont pas l'engagement, dans la mesure où la fonction, le travail et le service rendu sont identiques.

Le commissaire (LC) rappelle que, lors des dernières auditions, un point a été soulevé concernant la mise en œuvre concrète de ce projet de loi. Les crèches et jardins d'enfants constituent des lieux où un grand nombre d'enfants sont regroupés, ce qui facilite les interventions auprès des enfants et du personnel. La question de l'application pratique du projet de loi dans le cadre de l'accueil familial de jour se pose donc, dans la mesure où il paraît difficile d'imaginer une infirmière se déplacer auprès de chaque accueillante familiale. Des précisions sont demandées sur la manière dont une telle mise en œuvre pourrait être envisagée.

M^{me} Enggist indique qu'une possibilité consisterait déjà en des interventions lors des accueils collectifs. Une autre option serait de réunir les accueillantes familiales à des moments précis lorsqu'une infirmière est disponible durant une période déterminée, par exemple entre deux dates précises, afin d'organiser des rencontres communes. Une telle organisation

permettrait d'éviter des déplacements individuels auprès de chaque accueillante.

Le commissaire (LC) demande ensuite si le cadre légal actuel apparaît insuffisant dans la mesure où il crée, selon les auditionnées, une inégalité entre les différents modes de garde.

M^{me} Enggist confirme cette analyse. Les accueillantes familiales ne disposent actuellement pas du droit d'accès au SSEJ. Dans certains cas, des contacts ont malgré tout eu lieu par le passé, le service pouvant être appelé de manière anonyme ; certaines démarches ont donc été entreprises à une époque où l'interdiction n'était pas clairement connue. La situation demeure toutefois floue et l'accès n'est théoriquement pas autorisé. La difficulté concerne également le matériel existant. Ce matériel pourrait être emprunté afin de réaliser ou de soutenir des démarches de dépistage, mais les accueillantes familiales n'y ont actuellement pas accès.

Le commissaire (LC) aborde ensuite la question du SPMi en cas de violences éventuelles envers des enfants. La procédure actuelle implique une dénonciation directe auprès du SPMi. Une précision est demandée au sujet de la solution intermédiaire évoquée précédemment et sur l'éventualité d'autres modalités de gestion de ces situations dans le cadre du projet de loi.

M^{me} Enggist explique que la référence au SPMi suscite souvent de la crainte. Certaines accueillantes familiales pourraient hésiter à signaler une situation par peur d'alerter immédiatement le SPMi. Le SSEJ apparaît comme un service plus accessible et moins intimidant. Une telle voie pourrait encourager certaines accueillantes à signaler plus rapidement des situations préoccupantes.

M^{me} Blanchut précise qu'à l'heure actuelle, en cas de difficulté, les démarches passent plutôt par le SASAJ. L'information est transmise à ce service et les accueillantes sont conseillées de prendre contact avec lui.

Le commissaire (LC) relève que, dans ces situations, les démarches passent donc par le SASAJ plutôt que par le service de santé.

M^{me} Blanchut confirme cette pratique en cas de suspicion réelle.

Un commissaire (S) indique, en réponse à l'intervention du commissaire (LC), que la question concerne surtout la possibilité d'accès au service. Le SSEJ dispose notamment de locaux de consultation. Lorsqu'une situation est repérée, les parents, éventuellement accompagnés de la personne qui s'occupe de l'enfant, pourraient s'y rendre. Il exprime sa surprise face au fait que, pendant de nombreuses années à Genève, certains enfants n'ont pas bénéficié des mêmes prestations. Ces enfants échappent à de nombreux repères. L'action du SSEJ s'inscrit par ailleurs largement dans une logique de prévention

relativement en amont. Certains enfants pourraient réellement bénéficier de cet accompagnement, ce qui explique sa cosignature de ce projet de loi. La modification envisagée viserait principalement à permettre un accès au service. Il ne s'agirait pas d'imaginer un déplacement systématique du service auprès de chaque accueillante, une telle solution étant difficilement envisageable pour des raisons liées au nombre de personnes. En revanche, les enfants qui en auraient besoin pourraient se rendre officiellement au service.

Une commissaire (Ve) demande des précisions concernant le financement et le fonctionnement des associations, notamment pour savoir si celles-ci sont subventionnées par les communes ou par les parents.

M^{me} Enggist explique que les communes subventionnent l'association, ce qui couvre les frais de fonctionnement et les salaires de l'équipe de l'association, mais pas les accueillantes familiales elles-mêmes. Au sein de l'association Le Couffin, le seul soutien financier accordé aux accueillantes familiales consiste en une petite enveloppe de 250 francs remise à la fin de l'année ; ce montant est resté inchangé depuis vingt ans. Aucun subventionnement n'existe pour les parents ou pour l'accueil en lui-même.

La présidente précise que les parents paient directement la garde à l'accueillante familiale.

M^{me} Enggist confirme cette situation et rappelle que les accueillantes familiales disposent d'un statut d'indépendantes.

M^{me} Blanchut indique que l'association Koala propose une caisse centralisée. L'association verse la rémunération à l'accueillante familiale et facture ensuite les parents, sans prélever de commission. Les communes subventionnent uniquement les frais de fonctionnement de l'association. L'enveloppe versée aux accueillantes familiales de l'association Koala correspond à une treizième pension, soit un mois supplémentaire calculé en fonction du temps d'accueil proposé. Il s'agit de primes de fidélité ou de reconnaissance.

Une commissaire (Ve) demande si la Ville de Genève est incluse dans les associations.

M^{me} Blanchut répond que, sur le territoire de la Ville de Genève, les accueillantes familiales exercent en tant qu'indépendantes indépendantes. Pour cette raison, l'association Koala propose souvent ses services afin de les accompagner, car il n'existe actuellement ni association ni structure dans ce secteur.

M^{me} Enggist précise que ces accueillantes familiales sont en quelque sorte livrées à elles-mêmes. Aucun soutien n'existe pour les mettre en relation avec les familles ou pour répondre à leurs questions. Toutes les demandes doivent

être adressées directement au SASAJ, qui constitue leur interlocuteur principal. Les associations offrent pour leur part un soutien administratif, mettent en place des formations et organisent des accueils collectifs.

La présidente observe que, pour la Ville de Genève, la politique de la petite enfance est principalement axée sur les crèches. Ce mode d'accueil constitue pratiquement le seul modèle considéré comme adéquat pour la petite enfance par la Ville, ce qui explique que l'accueil familial soit presque ignoré.

Une commissaire (Ve) relève que, dans les procédures d'inscription, l'accueil familial de jour figure pourtant parmi les possibilités mentionnées.

La présidente répond que, malgré cette mention, ce mode d'accueil ne constitue pas une priorité dans la politique publique menée par la Ville de Genève. Elle demande des précisions concernant la formation des accueillantes familiales. Elle a noté que l'accès à certaines formations est restreint ; elle sollicite donc des informations sur les formations continues existantes.

M^{me} Blanchut explique que la formation de base est dispensée par 022 Familles. Cette formation représente environ 45 heures et aborde notamment l'alimentation, les soins et d'autres thématiques similaires. Après 20 heures de formation, les accueillantes familiales sont autorisées à accueillir un ou deux enfants. Les 25 heures restantes doivent ensuite être suivies, ce qui permet d'accueillir un enfant supplémentaire après une année d'activité. Une fois la rencontre avec le SASAJ effectuée, ce service inscrit les accueillantes familiales à cette formation de base.

M^{me} Enggist précise qu'un catalogue de formation est publié chaque année et comprend environ 19 formations portant sur des sujets variés. Les associations, les structures, le SASAJ et 022 Familles se réunissent deux à trois fois par année afin d'évaluer les formations, d'identifier celles qui se révèlent utiles et celles qu'il conviendrait de mettre en place. Ce travail porte sur la formation continue, la formation de base restant fixe. La formation continue comprend une vingtaine de modules d'une durée d'environ quatre à six heures, parfois organisés sur deux jours. Il s'agit de formations relativement courtes mais proposées de manière continue.

M^{me} Blanchut ajoute que les formations continues sont obligatoires et que des cours de premiers secours doivent également être suivis tous les deux ans.

La présidente demande ensuite combien d'enfants sont accueillis afin de pouvoir établir une comparaison entre l'accueil familial et les crèches. Elle demande une estimation pour l'ensemble des trois associations.

M^{me} Enggist indique ne pas disposer des chiffres de Supernounou, mais elle précise que cette association compte à peu près le même nombre d'accueillantes que Le Couffin. Pour l'association Le Couffin, environ 70 à

75 enfants sont accueillis. Les statistiques régulièrement établies pour les communes montrent que cela correspond à environ 40 à 45 places à plein temps en crèche.

La présidente demande si cela représente environ sept enfants par commune.

M^{me} Enggist répond que la situation varie beaucoup selon les communes, mais qu'une telle estimation peut donner un ordre de grandeur. La réalité est toutefois plus nuancée, certaines communes comme Chancy comptant moins d'enfants que Bernex par exemple. L'association Le Couffin demeure une petite structure. Avec une collègue, un poste à plein temps partagé à deux permet néanmoins d'assurer le fonctionnement d'un dispositif équivalent à une crèche de 45 places.

M^{me} Blanchut indique que l'association Koala accueille environ 120 enfants, avec une concentration particulière dans la région des Trois-Chêne.

La présidente demande si, au regard des difficultés à obtenir des places en crèche et de l'existence de listes d'attente, les associations considèrent remplir un rôle important.

M^{me} Enggist confirme clairement cette appréciation.

M^{me} Blanchut indique que ce rôle est effectivement important, tout en précisant que l'accueil familial ne permet pas de combler l'ensemble des besoins, notamment en ce qui concerne l'accueil des bébés.

La présidente demande si le recrutement d'accueillantes familiales volontaires est suffisant.

M^{me} Blanchut répond par la négative. Des campagnes de recrutement sont régulièrement organisées, car les effectifs doivent être constamment renouvelés en raison des départs à la retraite ou de personnes qui choisissent d'arrêter cette activité.

La présidente demande si la profession est uniquement exercée par des femmes.

M^{me} Blanchut indique que l'association Koala comptait un seul accueillant familial, qui s'apprête toutefois à arrêter son activité.

M^{me} Enggist précise que, sur vingt ans d'activité, deux hommes ont exercé cette fonction au sein de l'association Le Couffin. La profession demeure donc très majoritairement féminine.

M^{me} Blanchut ajoute que, dans leur cas, il s'agissait surtout d'un couple travaillant ensemble.

La présidente demande ensuite quelle est la fréquence des activités collectives.

M^{me} Enggist indique que l'association Le Couffin organise en moyenne deux à trois activités collectives par semaine.

M^{me} Blanchut explique que ces activités sont plus espacées au sein de l'association Koala, faute de lieu dédié pour organiser des animations. Environ dix activités collectives sont organisées par année.

M^{me} Enggist ajoute que l'association Supernounou organise quant à elle au moins une activité collective par semaine.

Une commissaire (Ve) indique éprouver une certaine confusion concernant les tarifs. Les informations trouvées sur internet mentionnent un minimum d'environ 6 francs par heure.

M^{me} Blanchut précise que ces informations sont anciennes. Les accueillantes familiales étant indépendantes, elles fixent elles-mêmes leurs tarifs. Le tarif minimum au sein de l'association Koala se situe plutôt autour de 8 francs de l'heure, mais certaines accueillantes peuvent demander entre 10 et 15 francs de l'heure selon le type d'accueil proposé.

M^{me} Enggist explique que, du fait du statut d'indépendante, aucun salaire minimum n'existe. Au sein de l'association Le Couffin, une accueillante pratique encore un tarif de 8 francs de l'heure, mais la grande majorité se situe entre 10 et 12 francs de l'heure, certaines pouvant aller jusqu'à 15 francs de l'heure par enfant.

Cette commissaire (Ve) demande qui fixe ces tarifs.

Elle répond que les accueillantes familiales fixent elles-mêmes leurs tarifs puisqu'elles sont indépendantes. Une accueillante peut par exemple facturer 10 francs pour un enfant et 15 francs pour un autre. Le tarif peut varier pour une même accueillante selon les situations. Un enfant présent 40 ou 50 heures par semaine pourra par exemple être facturé 10 francs de l'heure, tandis qu'un enfant présent seulement deux matinées pourra être facturé 15 francs de l'heure, car il sera plus difficile de compléter ce temps d'accueil avec d'autres enfants. Les accueillantes disposent d'une autorisation portant sur un nombre d'enfants compris entre deux et cinq simultanément. Un enfant présent de 10 heures à 15 heures représente cinq heures d'accueil, mais il peut être difficile de trouver un autre enfant pour compléter un créneau de 8 heures à 10 heures. Pour ces accueils de courte durée, le tarif peut donc être plus élevé. Les accueillantes disposent d'une liberté totale dans la fixation de leurs prix.

Une commissaire (Ve) demande si cette liberté inclut également l'absence d'obligation de cotiser à un deuxième pilier.

M^{me} Enggist confirme que les accueillantes paient elles-mêmes leurs charges sociales et autres contributions. La tarification relève entièrement de leur choix. Elles sollicitent néanmoins souvent l'avis de l'association pour savoir quel tarif appliquer. Des indications sont alors données selon les pratiques observées dans la région. Une proposition de tarif de 6 francs serait par exemple déconseillée, car jugée insuffisante. Une recommandation consiste à partir de l'hypothèse d'un accueil simultané de trois enfants, ce qui correspond à une situation assez courante. Avec un tarif de 10 francs par enfant, cela représenterait 30 francs par heure. Après paiement des charges sociales, le revenu ne doit pas descendre en dessous du salaire minimum. Il n'existe toutefois pas de salaire minimum spécifique pour cette activité. Sur le territoire de la Ville de Genève, les structures qui engagent des accueillantes familiales appliquent en revanche le salaire minimum ou leur propre grille tarifaire, indépendamment du nombre d'enfants accueillis. Des suppléments peuvent être prévus lorsque le nombre d'enfants augmente. Dans l'accueil familial, la facturation se fait toujours à l'heure et par enfant.

Une commissaire (Ve) relève qu'une limite existe néanmoins concernant le nombre d'enfants accueillis.

M^{me} Enggist confirme l'existence de cette limite. Elle découle à la fois de la loi et des autorisations délivrées par le SASAJ. Les accueillantes sont généralement autorisées à accueillir deux, trois ou quatre enfants. Un seul enfant de moins de 18 mois est en principe autorisé, même si des exceptions permettent parfois d'en accueillir deux. La règle générale demeure toutefois la présence d'un seul enfant de moins de 18 mois. Cette limitation explique la forte demande pour l'accueil de bébés évoquée précédemment par M^{me} Blanchut. Une accueillante peut accueillir un bébé, mais il devient difficile d'en accueillir un second. L'ensemble de ces éléments est évalué par le SASAJ, qui tient compte des capacités de l'accueillante, des caractéristiques de son domicile et des accès au logement. L'ensemble de ce cadre relève de la compétence du SASAJ.

Un commissaire (LC), dans la continuité des propos tenus précédemment, relève que l'association a été décrite comme l'équivalent d'une « crèche ». Il demande des précisions sur le montant des subventions reçues par enfant. Il sollicite également une comparaison avec les subventions communales accordées aux crèches, afin de mieux apprécier l'utilité de ce mode de garde dans les communes et de déterminer si ce modèle fonctionne de manière efficace à moindre coût pour la collectivité.

M^{me} Enggist indique que les calculs sont effectués par place d'accueil, selon une méthode comparable à celle utilisée pour les crèches afin de permettre une comparaison. Au sein de l'association Le Couffin, une place à

plein temps représente un coût d'environ 4000 francs par enfant et par année pour la collectivité.

Le commissaire (LC) relève que les parents paient ensuite directement l'accueillante familiale. M^{me} Enggist confirme cette précision.

Le commissaire (LC) demande s'il existe des subventions accordées par les communes ou les collectivités aux parents.

M^{me} Enggist répond qu'aucune subvention de ce type n'existe.

M^{me} Blanchut indique que, pour l'association Koala, la réservation moyenne correspond à environ 53 équivalents plein temps, pour un coût d'environ 4500 francs par équivalent plein temps réservé.

Un commissaire (UDC) demande depuis combien de temps ces structures existent. Une autre question porte sur l'origine de la demande d'accès au SSEJ : s'agit-il d'une évolution liée au développement des structures ou bien de difficultés concrètes rencontrées en raison du manque de communication avec le SSEJ ?

M^{me} Enggist indique que l'association Koala existe depuis 31 ans et l'association Le Couffin depuis 21 ans. Elle travaille elle-même au sein du Couffin depuis vingt ans. Depuis environ vingt ans, la question de l'accès au SSEJ se pose régulièrement. La démarche actuelle vise à faire évoluer la situation, dans le cadre d'un travail engagé de longue date. Certaines mesures ponctuelles ont parfois été mises en place, mais le besoin d'accès au SSEJ existe depuis longtemps.

Un commissaire (LC) relève que la demande semble être portée depuis un certain temps et il souhaite savoir si des tentatives ou des démarches ont déjà été entreprises auparavant, notamment sous forme de discussions.

M^{me} Enggist indique que des discussions internes ont déjà eu lieu depuis un petit moment avec le SASAJ, l'idée d'un accès au SSEJ étant jugée pertinente. En revanche, une démarche portée au niveau politique, comme celle en cours, ne semble pas avoir été entreprise auparavant à sa connaissance.

La présidente, ne constatant plus de questions, remercie les auditionnées et les libère.

Audition

- *M^{me} Eléonore Zottos, secrétaire générale adjointe, objets Grand Conseil, Enfance et jeunesse, DIP*
- *M^{me} Marielle Kunz, cheffe du SASAJ, DIP*

M^{me} Kunz présente brièvement le dispositif, en indiquant que l'objectif est surtout de répondre aux questions de la commission. Elle rappelle que l'accueil familial de jour est un système très fluctuant, marqué par des entrées et sorties régulières d'accueillantes.

A ce jour, 313 accueillantes familiales sont autorisées, dont 175 sont employées par des structures et 138 exercent de manière indépendante, parmi lesquelles environ 54 ne sont affiliées à aucune association. Le dispositif couvre une grande partie du territoire genevois, avec une présence dans une trentaine de communes, et représente environ 912 places autorisées, soit en moyenne trois enfants par accueillante.

M^{me} Kunz précise que l'accueil familial de jour ne relève pas directement de la loi sur l'enfance et la jeunesse, mais d'un cadre légal spécifique comprenant notamment l'ordonnance fédérale sur le placement des enfants, la loi sur l'accueil préscolaire et ses directives d'application.

Elle évoque également la formation requise, composée d'une formation de base en deux phases totalisant environ 60 heures, suivie d'une formation continue obligatoire. Des cours de premiers secours doivent en outre être renouvelés régulièrement.

Elle conclut en indiquant que le dispositif est complexe et qu'il est plus pertinent de répondre aux questions ciblées de la commission, la problématique centrale portant sur le rôle éventuel du service de santé de l'enfance et de la jeunesse dans ce domaine.

La présidente remercie M^{me} Kunz pour la présentation et pose une question concernant l'autorisation. Elle demande si le SASAJ délivre les autorisations et procède ensuite à des contrôles réguliers.

M^{me} Kunz confirme que le SASAJ délivre les autorisations. L'ordonnance fédérale sur le placement des enfants impose également la réalisation d'une visite de surveillance une fois par an.

La présidente demande si cette exigence peut effectivement être respectée. M^{me} Kunz répond par l'affirmative.

Un commissaire (PLR) demande si le département dispose d'une estimation du coût que pourrait entraîner la mise en œuvre du projet de loi.

M^{me} Zottos indique que cette question avait déjà été abordée lors de l'audition du département. Il avait alors été expliqué qu'un premier élément

concerne les structures d'accueil préscolaire collectives, notamment les crèches et les jardins d'enfants. Le service de santé de l'enfance et de la jeunesse avait déjà signalé manquer de moyens pour remplir son mandat actuel. Si un dispositif devait être envisagé pour inclure l'accueil familial de jour, l'évaluation effectuée correspondrait à environ deux équivalents plein temps d'infirmier ou infirmière et 0,4 équivalent plein temps de médecin. Elle apporte également une précision concernant la présentation faite précédemment et la compréhension des prestations du SSEJ. Ce point avait déjà été relevé lors de l'audition du département. Dans le projet de loi, comme dans la présentation effectuée par les auditionnées précédentes, la question du dépistage de la vue, de l'ouïe ou des dents est mentionnée. Or ces prestations ne sont pas effectuées pour les enfants d'âge préscolaire.

La présidente relève que ces prestations ne sont pas non plus proposées dans les crèches.

M^{me} Zottos confirme cette précision et indique qu'il semble y avoir eu une erreur d'interprétation de la loi.

Un commissaire (LC) demande si, en plaçant le bien de l'enfant au centre des préoccupations sans considérer les aspects budgétaires, le projet de loi représente une réelle plus-value selon l'appréciation portée sur l'activité des accueillantes familiales de jour.

M^{me} Kunz indique qu'il convient d'aborder la question sous l'angle des prestations plutôt que des prestataires. Elle souligne que l'accompagnement des accueillantes familiales, notamment dans le suivi des enfants et le repérage de certaines situations, constitue une réelle plus-value. Celle-ci peut toutefois être mise en œuvre par différents biais, notamment à travers la formation continue, et ne nécessite pas systématiquement une intervention directe, telle que celle d'un professionnel de la santé, dans les situations concrètes.

Le commissaire (LC) relève que le projet de loi prévoit précisément ce type d'intervention et il demande si M^{me} Kunz serait donc favorable au projet de loi. Il indique rencontrer des difficultés à se positionner. Une clarification est demandée : si la mesure représente une plus-value pour les enfants, d'autres moyens permettraient-ils d'atteindre le même objectif ?

M^{me} Kunz répond par l'affirmative.

La présidente demande si ces autres moyens pourraient notamment passer par des formations destinées directement aux accueillantes familiales.

M^{me} Kunz confirme cette possibilité. Des renforcements pourraient par exemple intervenir dans la formation de base. Elle apporte un rappel historique : en l'espace de dix ans, la formation de base est passée de 20 heures à environ 60 heures, ce qui représente déjà une évolution importante. Des

améliorations restent toutefois possibles, notamment en renforçant la formation des accueillantes familiales dans le repérage de certaines problématiques de santé. Elle rappelle également que les accueillantes familiales ont accès à la permanence du SSEJ. Elles peuvent en outre s'adresser en tout temps à l'accueil de première intervention du SPMi, qui n'intervient pas uniquement dans le cadre de signalements mais peut également répondre à des questions concernant certaines situations.

Un commissaire (UDC) relève que la question de fond concerne l'égalité de traitement entre les enfants. Lorsqu'une place en crèche est obtenue, l'enfant bénéficierait théoriquement d'un meilleur accompagnement que dans le cas d'un accueil assuré par une accueillante familiale. La question financière apparaît alors comme secondaire. Un calcul rapide conduit à un montant d'environ 300 francs par enfant et par année, sur la base de 2,5 équivalents plein temps répartis sur environ 900 à 1000 enfants. Une prise en charge par les communes pourrait être envisagée. La question se pose donc de savoir pourquoi les communes ne financeraient pas cette prestation fournie par le canton, point qui pourrait être discuté ultérieurement. Il mentionne également qu'un aspect du projet de loi concerne la simple transmission d'informations. Les accueillantes familiales souhaitent notamment recevoir des informations relatives à d'éventuelles épidémies ou à d'autres éléments pratiques. Un accès à ces informations via un site intranet pourrait constituer une solution simple. Il demande des précisions sur l'éventuel développement d'un tel dispositif afin de répondre à cette attente.

M^{me} Kunz indique que les accueillantes familiales reçoivent déjà les annonces relatives à la canicule ou d'autres informations générales transmises aux structures d'accueil. Elles sont informées de la même manière et au même moment que les structures d'accueil collectif. Ce dispositif existe donc déjà. Une réflexion pourrait toutefois être menée pour identifier d'éventuelles informations supplémentaires dont elles auraient besoin, afin d'évaluer la pertinence de mettre en place un canal de communication spécifique.

Ce commissaire (UDC) en déduit qu'aucun obstacle majeur ne semble s'opposer à la satisfaction de cette demande.

M^{me} Kunz précise ne pas pouvoir se prononcer au nom de ses collègues, mais rappelle que, dans l'état actuel, les accueillantes familiales reçoivent déjà les mêmes informations que les structures d'accueil collectif, selon les mêmes modalités.

Un commissaire (S) indique souhaiter mieux comprendre les effets concrets qu'entraînerait l'adoption du projet de loi. Deux axes semblent apparaître dans sa mise en œuvre. Un premier axe concerne la formation, ou

plus largement l'information et les outils de formation destinés aux accueillantes familiales. Un second axe semble porter sur la détection de certaines situations concernant les enfants. Des précisions sont demandées sur les mesures concrètes qui seraient mises en place. La mention de 2,4 équivalents plein temps a été entendue, mais il semblait initialement que ce chiffre concernait la détection. Or la détection ne semble finalement pas incluse. Sa question porte donc sur le point de savoir si ces postes supplémentaires seraient nécessaires uniquement pour les volets formation et information.

M^{me} Kunz indique que la question de la formation n'impliquerait pas une augmentation d'équivalents plein temps au sein de l'OCEJ, dans la mesure où un contrat de mandat existe avec l'organisation 022 Familles, qui assure la diffusion de la formation. Le SASAJ ne dispense donc pas directement ces formations.

Ce commissaire (S) demande si cette évolution pourrait néanmoins entraîner une augmentation des coûts dans le cadre de ce contrat de mandat.

M^{me} Kunz répond que cela serait probablement le cas, tout en précisant que cela ne se traduirait pas par des équivalents plein temps supplémentaires.

Il demande alors à quelles tâches correspondraient les équivalents plein temps évoqués.

M^{me} Zottos précise que ces postes ne concerneraient pas la détection. L'évaluation réalisée s'appuie plutôt sur le modèle des interventions effectuées dans les structures d'accueil collectif. Ces interventions peuvent notamment concerner les PAI, soit les projets d'accueil individualisé. Ces dispositifs sont utilisés pour les enfants présentant certaines allergies ou situations spécifiques. Dans les structures collectives, plusieurs personnes s'occupent des enfants, ce qui nécessite la mise en place de protocoles très précis en cas d'allergie. Le contexte de l'accueil familial est différent, mais l'objectif serait de renforcer les compétences des accueillantes familiales afin qu'elles puissent gérer ce type de situation. Actuellement, ces questions sont plutôt traitées dans la relation directe entre les parents et l'accueillante familiale, parfois avec éventuellement l'aide du pédiatre. L'intervention envisagée s'inscrirait dans cette logique.

Le commissaire (S) résume que ces postes serviraient donc à mettre en place un système de PAI dans le cadre de l'accueil familial de jour.

M^{me} Zottos confirme que l'intervention pourrait également consister à répondre à des inquiétudes concernant un enfant. Dans les structures d'accueil préscolaire, le SSEJ peut intervenir à la demande de l'équipe. L'idée serait de

reproduire un mécanisme similaire pour l'accueil familial de jour, ce qui nécessiterait alors des équivalents plein temps supplémentaires.

La présidente pose une question pratique concernant un exemple mentionné dans la présentation PowerPoint des associations d'accueillantes familiales de jour. Le document évoque l'existence de protocoles clairs pour les crèches en cas de gastro et l'absence d'information pour l'accueil familial de jour. Elle relève qu'en crèche, l'apparition d'un cas de gastro n'entraîne pas un appel au SSEJ. La question porte donc sur la signification de ces protocoles et sur le point de savoir si les accueillantes familiales se trouvent réellement démunies face à ce type de situation.

M^{me} Kunz indique ne pas savoir précisément ce que les associations ont voulu exprimer dans ce tableau, ce qui rend la réponse délicate. La question des épidémies est généralement plus marquée dans l'accueil collectif en raison du nombre plus important d'enfants présents. Cela ne signifie toutefois pas qu'une accueillante familiale ne saurait pas gérer une gastro. La formation inclut des modules relatifs à la santé de l'enfant, et à la « bobologie », qui couvrent ce type de situations.

La présidente conclut que les accueillantes familiales ne se trouvent donc pas totalement démunies pour savoir comment réagir. Dans la mesure où leur activité est autorisée, un minimum de compétences est nécessairement exigé.

Une commissaire (Ve) revient sur un point évoqué précédemment, à savoir la grande instabilité des effectifs d'accueillantes familiales de jour. Elle demande s'il existe une explication à ce phénomène.

M^{me} Kunz explique que cette fluctuation est largement liée à la vie familiale et privée des accueillantes. Souvent, celles-ci exercent cette activité lorsqu'elles ont encore leurs propres enfants à la maison. Lorsque leurs enfants grandissent, leur intérêt pour cette activité diminue. D'autres facteurs peuvent également intervenir, comme un déménagement, des changements de projets de vie ou la mobilité d'une partie de cette population, dont une proportion importante est d'origine étrangère. Elle précise toutefois qu'il n'existe pas de statistiques précises sur ces causes.

Une commissaire (Ve) demande alors quel est le profil de ces accueillantes et si l'on peut considérer qu'il s'agit de personnes simplement de passage à Genève.

M^{me} Kunz répond que ce n'est pas le cas, mais qu'il existe effectivement une forte proportion de personnes d'origine étrangère exerçant cette activité, notamment des personnes originaires d'Espagne, du Portugal, d'Italie ou encore de pays du Maghreb.

La commissaire (Ve) demande si une explication existe à ce phénomène.

M^{me} Kunz indique qu'aucune étude sociologique n'a été menée sur cette question.

La commissaire (Ve) aborde ensuite la question de la formation. Elle relève que certaines heures de formation permettent d'obtenir l'autorisation d'exercer et elle demande si cette formation donne lieu à un certificat.

M^{me} Kunz précise qu'il s'agit d'une attestation de formation à l'accueil familial de jour, délivrée par 022 Familles.

La commissaire (Ve) souhaite savoir si cette formation ouvre d'autres perspectives professionnelles. Elle demande notamment si elle pourrait permettre aux accueillantes d'évoluer vers un AFP ou d'accéder à un emploi en crèche.

M^{me} Kunz explique que cette question se pose depuis plusieurs années. Les autorités souhaiteraient effectivement pouvoir faire reconnaître cette formation dans un parcours professionnel plus large. Toutefois, des obstacles existent. Pour l'obtention d'un CFC, certaines conditions doivent être remplies, notamment la supervision par un professionnel pouvant attester des compétences acquises. Or les accueillantes travaillent dans leur propre cadre familial et ne sont pas placées sous la responsabilité directe d'un professionnel qualifié. Ce problème se pose notamment pour les deux CFC concernés dans ce domaine, ceux d'ASSC et d'ASE. A Genève, l'attestation fédérale n'est pas reconnue dans les quotas du personnel éducatif dans les structures d'accueil préscolaire. Les personnes titulaires d'un AFP ne pourraient donc pas réellement travailler en crèche. C'est pourquoi l'objectif était plutôt la reconnaissance vers un CFC.

La commissaire (Ve) demande pourquoi l'AFP n'a pas été davantage envisagée.

M^{me} Kunz répond que cette voie risquerait de conduire les personnes vers une certification qui ne leur permettrait finalement pas d'accéder à un emploi dans les structures d'accueil collectif, ce qui pourrait être problématique.

La présidente demande s'il existe une demande de la part des accueillantes pour ce type de reconnaissance.

M^{me} Kunz indique que la demande existe, mais de manière limitée. Elle ajoute qu'un autre obstacle concerne la maîtrise du français : le niveau B1 est actuellement exigé pour exercer comme accueillante familiale, alors qu'un niveau B2 serait nécessaire pour certaines formations professionnelles.

La commissaire (Ve) aborde ensuite la question des contrôles effectués par le SASAJ. Elle rappelle qu'une visite de surveillance est réalisée chaque année

et elle demande ce que ces contrôles révèlent en moyenne : si tout fonctionne correctement ou si des problèmes sont régulièrement identifiés.

M^{me} Kunz répond que, pour les personnes qui conservent leur autorisation, les conditions sont remplies.

La commissaire (Ve) souligne que cette réponse ne dit rien des cas où des autorisations seraient retirées.

M^{me} Kunz précise que, lorsque des défauts sont constatés, des exigences ou des mesures de mise en conformité sont émises, avec un délai pour y remédier. Dans la plupart des cas, les problèmes identifiés sont corrigés.

La commissaire (Ve) demande alors si l'on peut conclure que la qualité générale de ces accueils est globalement suffisante.

M^{me} Kunz renvoie au référentiel et aux critères détaillés figurant dans la directive du SASAJ.

La commissaire (Ve) indique qu'elle souhaiterait une réponse plus directe.

La présidente intervient alors en affirmant que l'accueil familial de jour constitue un mode de garde solide, encadré et sûr. Elle relève que ce type d'activité est souvent exercé par des femmes souhaitant compléter leurs revenus, comme elles sont parfois sans formation académique spécifique, mais qui répondent à une demande importante et travaillent généralement de manière satisfaisante. Elle souligne qu'il n'existe pas de scandales majeurs dans ce domaine.

M^{me} Kunz confirme que les accueillantes familiales répondent aux exigences fixées par le SASAJ, qui dispose d'une expertise en matière d'éducation préscolaire.

La présidente remarque que la discussion s'éloigne quelque peu du sujet initial, tout en invitant la commissaire (Ve) à poursuivre si elle le souhaite.

La commissaire (Ve) explique qu'elle tente de faire le lien entre les différents éléments évoqués lors de la séance. Elle rappelle que l'intervenante a souligné l'intérêt d'un meilleur accompagnement des accueillantes, tout en indiquant que l'intervention du SSEJ ne constituait pas forcément la meilleure solution. Elle suggère que la formation ou la supervision par des formateurs pourrait également représenter une forme d'accompagnement, et elle propose d'ouvrir la réflexion afin d'enrichir le débat.

La présidente reformule la question afin de savoir si l'accès au SSEJ, tel que proposé par le projet de loi, constituerait une garantie supplémentaire pour assurer que les enfants soient gardés dans de bonnes conditions par des personnes qualifiées.

M^{me} Kunz répond qu'il s'agirait d'un soutien supplémentaire.

La commissaire (Ve) ajoute que ces accueillantes familiales sont néanmoins moins qualifiées que le personnel travaillant en crèche.

Un commissaire (S) rappelle que l'accueil familial de jour s'est historiquement développé comme une activité complémentaire pour des mères à domicile, avec un encadrement progressivement renforcé, notamment grâce à la formation mise en place avec 022 Familles.

Concernant le projet de loi, il estime celui-ci pertinent, tout en précisant qu'il ne vise pas à transformer les accueillantes en spécialistes, mais à leur offrir un point de référence et un accès au SSEJ en cas de besoin. Cela permettrait de renforcer le soutien aux enfants accueillis, de manière plus équivalente aux structures collectives, sans alourdir le rôle des accueillantes.

Un commissaire (UDC) pose ensuite une question concernant la surveillance et les autorisations. Il observe qu'il croise souvent, dans les transports publics, des nounous accompagnant des enfants, souvent originaires de pays comme les Philippines. Il demande si ces personnes sont également contrôlées, formées et autorisées, et si des contrôles sont effectués à leur sujet.

La présidente précise que cette question est hors sujet, car il s'agit de nounous privées engagées directement par des familles.

M^{me} Kunz confirme que les nounous privées travaillant au domicile des parents ne sont pas soumises à l'autorisation du SASAJ.

Une commissaire (Ve) souhaite partager un sentiment général. Elle observe que de nombreux projets de lois et motions sont déposés en lien avec le manque de places en crèche et avec le caractère très strict des exigences du SSEJ concernant l'ouverture de structures et les locaux. Elle a cependant l'impression que les exigences seraient moins strictes pour l'accueil familial de jour. Elle s'interroge sur cette différence de traitement entre ces deux modes de garde, alors même que, selon les chiffres du département, ils sont tous deux comptabilisés dans les 43% des modes d'accueil. Selon elle, ces deux dispositifs ne semblent pas répondre aux mêmes critères ni aux mêmes conditions d'encadrement des enfants.

M^{me} Kunz indique qu'il n'existe pas de différence d'attention ou de rigueur entre l'accueil familial et l'accueil collectif, les exigences étant simplement adaptées à des contextes différents. Elle souligne que l'accueil à domicile, avec un nombre limité d'enfants, ne peut être comparé à une structure collective encadrant plusieurs dizaines d'enfants.

Elle précise que la qualité de la prise en charge reste une priorité dans les deux cas, même si les modalités de surveillance diffèrent, les accueillantes familiales étant notamment suivies de manière plus ponctuelle. Elle rappelle enfin que les jeunes enfants constituent une population particulièrement

vulnérable, ce qui justifie des exigences élevées, définies dans le cadre légal et non directement par le service.

Une commissaire (Ve) indique comprendre l'importance de protéger une population vulnérable. Toutefois, elle souligne que la différence reste frappante : dans les structures collectives, les enfants sont entourés par plusieurs professionnels travaillant en équipe, tandis que les accueillantes familiales travaillent seules et ne sont contrôlées qu'une fois par an. Même si le nombre d'enfants est limité, elle estime que l'écart en matière de supervision reste important. Elle rappelle également que la commission a déjà examiné des dossiers où des structures n'avaient pas pu ouvrir à temps en raison d'exigences strictes du SASAJ. Dans ce contexte, elle se dit surprise par ce qu'elle perçoit comme un écart important entre les deux modes d'accueil, notamment en ce qui concerne la fréquence des contrôles.

M^{me} Kunz précise alors qu'il convient de distinguer la notion de surveillance de celle de supervision. Le service exerce une mission de surveillance et non de supervision. Elle ajoute qu'il existe différentes situations parmi les accueillantes familiales. Celles qui sont employées par une structure sont davantage supervisées. Les accueillantes indépendantes affiliées à une association bénéficient d'un encadrement intermédiaire. En revanche, les accueillantes indépendantes non affiliées ne disposent pas de supervision. Elle reconnaît qu'il s'agit d'une caractéristique structurelle de ce mode d'accueil. Le SASAJ, pour sa part, demeure une autorité de surveillance et n'a pas de mandat de supervision.

Un commissaire (UDC) relativise l'importance du niveau de formation des accueillantes familiales, estimant qu'un haut niveau de qualification ne garantit pas l'absence de dysfonctionnements, y compris dans des structures collectives. Il rappelle que certaines institutions ont connu des problèmes malgré du personnel formé.

Il souligne également que les parents jouent un rôle de contrôle dans le choix du mode de garde et que le dispositif est déjà surveillé par les autorités. Il s'interroge ainsi sur la place réelle du critère de formation dans le débat, évoquant aussi son impact sur les coûts, et il demande des précisions sur une structure ayant été fermée.

M^{me} Kunz répond que, dans les faits, un seul lieu d'accueil collectif a été fermé. Il s'agissait d'une crèche qui n'était pas autorisée. Elle précise que, depuis treize ans qu'elle dirige le SASAJ, aucune structure collective autorisée n'a été fermée par ce service. Elle ajoute néanmoins que la formation des accueillantes familiales pourrait encore être renforcée et consolidée.

Une commissaire (Ve) réagit en saluant le fait que la formation puisse être améliorée, et en exprimant l'espoir que la supervision puisse également être renforcée. Elle aborde ensuite un autre aspect qu'elle considère comme une des grandes plus-values de l'accueil en crèche : la stimulation des enfants. Selon elle, les structures collectives offrent souvent un environnement favorisant davantage le développement des enfants, notamment en matière de langage, de socialisation et d'activités éducatives. Elle pose donc la question de savoir comment il est possible de s'assurer que les enfants accueillis en accueil familial bénéficient d'une stimulation suffisante. Elle demande notamment si la formation des accueillantes aborde des questions telles que l'usage des écrans et les interactions éducatives avec les enfants. Elle précise que sa préoccupation ne concerne pas uniquement les situations graves ou exceptionnelles, mais plutôt les risques plus fréquents de sous-stimulation des enfants dans un cadre de garde individuel.

M^{me} Kunz explique que le rôle du SASAJ est avant tout un rôle de surveillance et non de supervision. La loi impose une visite annuelle, qui fonctionne comme un contrôle ponctuel permettant de vérifier que les exigences sont respectées. Elle précise que ce type de contrôle ne constitue pas un accompagnement continu. En réponse aux préoccupations concernant la stimulation des enfants, elle indique que plusieurs mesures ont été introduites. Les accueillantes doivent désormais disposer d'un projet d'accueil, dans lequel elles décrivent notamment les activités qu'elles proposent et les aspects liés à la stimulation et au développement de l'enfant. Lors des visites de surveillance, ces éléments font l'objet de questions spécifiques. Elle mentionne également l'introduction récente d'un principe interdisant les écrans avant l'âge de trois ans dans l'accueil familial de jour. Elle rappelle toutefois que le SASAJ intervient principalement dans un cadre de surveillance annuelle, tandis que certains aspects sont relayés par les structures de coordination, par les employeurs ou, dans une certaine mesure, par les associations. La situation reste cependant ouverte pour les accueillantes indépendantes non affiliées.

La présidente souligne qu'il n'est pas possible d'exiger des accueillantes familiales le même niveau de prestations que dans les crèches. Selon elle, ce mode de garde existe surtout parce qu'il manque des places en crèche. Dans certaines communes, le nombre d'accueillantes familiales a d'ailleurs diminué avec le développement des structures d'accueil collectif. Elle considère donc ce dispositif comme un complément au système des crèches. Elle rappelle aussi que l'accueil se fait dans un cadre domestique, chez des personnes qui accueillent quelques enfants dans leur appartement, et non dans des infrastructures spécialisées comme celles des crèches (nourseries, salles de biberons, installations adaptées, etc.). Elle compare ce mode de garde à une

garde assurée par des grands-parents : des personnes qui s'occupent des enfants avec engagement et qui en tirent également un petit revenu complémentaire. Elle invite ainsi à ne pas diaboliser ce mode de garde.

Une commissaire (Ve) répond qu'elle ne cherche pas à le diaboliser et qu'elle reconnaît son rôle complémentaire. Elle estime toutefois que la formation et la supervision pourraient être améliorées. Selon elle, les échanges donnent l'impression qu'il serait possible d'aller plus loin dans ces domaines. Elle considère qu'une réflexion pourrait être menée pour renforcer l'encadrement, afin de rassurer les parents qui n'ont pas accès à une place en crèche. Elle indique même qu'après les auditions elle serait personnellement hésitante à confier son enfant à une accueillante familiale, mais que davantage de garanties en matière de sécurité et de supervision pourraient changer cette perception.

La présidente marque son désaccord avec cette appréciation et estime que la réalité du terrain ne correspond pas à cette vision. Elle suggère qu'une observation directe permettrait de mieux comprendre le fonctionnement concret de l'accueil familial. Elle met ensuite fin au débat.

Un commissaire (S) ajoute un dernier élément. Selon lui, il existe une forme de surveillance quotidienne propre à ce mode de garde : la relation directe entre les parents et l'accueillante familiale. Contrairement à la crèche, où les échanges peuvent être plus rapides, les parents et les accueillantes se connaissent souvent personnellement. Historiquement, il rappelle qu'il s'agissait parfois simplement d'une voisine qui gardait des enfants sans formation. L'introduction de formations dans le cadre du programme Mary Poppins a donc déjà constitué un progrès important. Il souligne également que les parents entretiennent généralement une relation étroite avec les accueillantes, notamment lorsqu'un enfant est malade ou lorsqu'une situation particulière survient. A ses yeux, il s'agit d'un mode de garde complémentaire utile qui permet de répondre à certaines situations, même si l'idéal serait un jour de pouvoir offrir une place en structure à chaque enfant.

M^{me} Kunz confirme que le service reçoit régulièrement des signalements de la part de parents lorsqu'une situation les inquiète ou les dérange. Dans ces cas, le SASAJ intervient et traite le signalement.

Audition

- *M. Martin Staub, président de l'AGSC et conseiller administratif de Vernier*
- *M^{me} Salima Moyard, membre du comité de l'AGSC et conseillère administrative de Lancy*
- *M^{me} Aurélie Rodriguez, coordinatrice AFJ (Rhône-Sud)*

La présidente souhaite la bienvenue aux auditionnés, les remercie pour l'envoi préalable de la présentation PowerPoint et leur cède la parole.

M. Staub remercie pour l'accueil et indique une intervention au nom de l'Association genevoise de structures de coordination de l'accueil familial de jour (AGSC). Il présente, sans entrer dans les détails, les buts statutaires de l'AGSC, centrés sur les structures de coordination pour l'accueil familial de jour, à savoir leur promotion et leur développement, la garantie de la qualité de l'accueil familial de jour, la représentation de leurs intérêts, la promotion de la reconnaissance de l'accueil familial de jour comme mode de garde de qualité répondant aux besoins des familles, la participation au recrutement de nouvelles accueillantes familiales de jour, point jugé moins central pour l'audition du jour mais néanmoins important, ainsi que la mise à disposition d'un espace de dialogue et d'échange entre les différents membres issus de différentes associations.

M. Staub indique, afin de permettre une meilleure identification des structures, l'existence de trois structures, une sur la rive droite et deux sur la rive gauche, présentant des tailles différentes sur le plan tant géographique que du nombre d'accueillantes et de la population couverte. Il précise que certaines structures ne fonctionnent pas dans un système d'emploi, contrairement à celles représentées ici. Le nombre de communes peut paraître limité, mais la population concernée est importante en raison de la taille des communes représentées. Il présente ensuite les structures suivantes : l'accueil familial de jour Meyrin-Vernier-Mandement, l'accueil familial de jour Rhône-Sud et l'accueil familial de jour Genève Sud-Ouest. Le nombre d'accueillantes est précisé, avec une prédominance de l'AFJ Rhône-Sud en termes d'accueillantes et de places en ETP, situation issue d'un développement historique particulièrement dynamique, avec 71 accueillantes, contre 33 à l'AFJ Meyrin-Vernier-Mandement et 15 à l'AFJ Genève Sud-Ouest. Il indique les données relatives aux places et aux enfants : à l'AFJ Meyrin-Vernier-Mandement, 102 places en ETP pour 81 enfants ; à l'AFJ Rhône-Sud, 211 places en ETP pour 227 enfants ; à l'AFJ Genève Sud-Ouest, 48 places en ETP pour 54 enfants. Il relève un décalage entre le nombre de places en ETP et le nombre d'enfants, une place pouvant être occupée par plus d'un enfant. La situation

inverse, avec davantage d'enfants que de places, est plus rare, les parents recourant souvent à des prises en charge à plein temps. Les écarts observés s'expliquent par des variations ponctuelles, pouvant conduire, à un moment donné, à un nombre d'enfants inférieur au nombre de places en ETP, situation généralement provisoire.

Il expose la volonté politique des communes membres de l'AGSC, consistant notamment à se conformer à la loi et à répondre à une demande importante de places d'accueil, le nombre de places, bien qu'en augmentation constante, demeurant insuffisant à Genève. Il met également en avant la nécessité de proposer une pluralité de modes de garde, incluant les crèches et jardins d'enfants ainsi que l'accueil familial de jour, considéré comme complémentaire et répondant à un besoin réel. La maîtrise des coûts constitue un objectif, les structures visant à encadrer les coûts et les orientations du type d'accueil. La création d'emplois reconnus avec un véritable statut est soulignée comme une particularité, avec une volonté affirmée de considérer cette activité comme un métier nécessitant des compétences, qui est valorisé par des formations continues et un statut d'employé attestant de son rôle essentiel dans l'accueil familial. La lutte contre le travail non déclaré est également mentionnée, le nombre total d'accueillantes familiales de jour à Genève étant difficile à déterminer en raison d'une part de travail non déclaré. Le recours à un travail salarié, déclaré et assorti d'une protection sociale constitue un objectif visant à combattre cette situation. Il précise que les places sont subventionnées en fonction du revenu familial, les structures de coûts étant largement financées par les communes et reposant sur des barèmes comparables à ceux des crèches, avec un niveau de subvention important. Les prestations sont prioritairement destinées aux personnes résidant dans les communes couvertes. L'assurance de la qualité et le maintien d'un partenariat avec les SAPE et le réseau enfance sont présentés comme une force, impliquant une collaboration quotidienne avec les crèches et jardins d'enfants afin de garantir un accueil de qualité. Le regroupement des forces au sein d'une structure est également mis en avant, permettant une meilleure représentation. L'intercommunalité favorise la mutualisation et l'élargissement des possibilités d'accueil, avec des exemples de prise en charge d'enfants entre communes, notamment de Vernier à Meyrin ou d'Onex à Bernex, et inversement.

Il précise que la mission consiste, pour les structures de coordination de l'AGSC en tant que telles et non pour l'AGSC elle-même, à mettre en place les dispositions nécessaires à un accueil de jour de qualité au sein des communes concernées, la qualité étant présentée comme un élément central. Les structures assurent l'engagement, la rémunération, la supervision,

l'évaluation, la formation et le suivi des AFJ, avec l'intervention de coordinatrices chargées de l'accompagnement des accueillantes. L'évaluation et la formation sont jugées essentielles au regard de la responsabilité exercée auprès des enfants et des attentes des familles, avec un recours important à la formation continue. Les relations avec les familles sont coordonnées et gérées, incluant la facturation des prestations délivrées. La présence d'une structure de coordination est présentée comme un atout, permettant de répondre à des questions complexes, de rassurer et d'orienter les familles, tout en évitant l'isolement des accueillantes face à des situations de plus en plus complexes constituant des défis quotidiens. La prise en charge de la facturation par la structure permet de décharger les accueillantes. Le bien-être global des enfants accueillis et leur socialisation sont assurés par un appui aux accueillantes et par l'organisation de moments collectifs et d'activités communes, au sein de différentes structures, notamment les SAPE ou des structures propres, avec l'intervention d'autres professionnels, aspect jugé extrêmement important. Le développement et la collaboration régulière avec le réseau institutionnel genevois de la petite enfance sont également assurés de manière fréquente, ce point étant considéré comme important pour l'AGSC.

M^{me} Moyard indique, en premier lieu, que le retour dans cette salle suscite un sentiment particulier après y avoir siégé durant dix ans. Elle expose ensuite la position de fond, après une présentation générale de l'AGSC et du travail des structures de coordination, en annonçant la présentation d'éléments de principe, d'éléments philosophiques ainsi que d'un certain nombre d'arguments, avant un approfondissement plus concret à travers l'intervention de M^{me} Rodriguez, coordinatrice. Elle précise qu'elle exerce la fonction de conseillère administrative à Lancy, siège à ce titre au sein de l'AFJ Rhône-Sud et en assure la présidence depuis le 1^{er} juillet, ce qui motive sa présence. Elle expose un premier argument en faveur du PL 13598, fondé sur une question de principe. L'accueil familial de jour constitue un mode de garde reconnu par la loi au même titre que les structures collectives, soit les SAPE. Cet accueil est reconnu, inscrit dans la loi et fait partie de l'éventail des prestations proposées aux familles. Il est en outre surveillé et autorisé par le SASAJ, les accueillantes familiales étant titulaires d'une autorisation, à l'instar des structures collectives. L'accueil familial de jour est comptabilisé par l'Observatoire cantonal de la petite enfance, au sein de la division petite enfance du SRED, permettant de connaître annuellement le nombre de places, comme pour les crèches et garderies. Il est subventionné au même titre que les crèches, les deux dispositifs relevant des prestations élargies, par opposition aux prestations restreintes telles que les garderies ou jardins d'enfants sans prise en charge à la journée. Les communes, dans le cadre de la redistribution

opérée par la FDAP, allouent des montants à l'accueil familial de jour conformément à la loi. L'ensemble de ces éléments conduit à considérer ce mode de garde comme pleinement inscrit dans le cadre légal et légitime au sein de l'éventail des prestations. Il en découle que cet accueil doit bénéficier du même accès aux prestations cantonales de soutien et d'encadrement, en particulier celles du SSEJ, que les structures d'accueil collectif, selon le principe résumé par l'expression « même loi, mêmes droits ».

M^{me} Moyard présente un second argument fondé sur l'égalité de traitement entre les enfants accueillis. Aucun élément ne justifie qu'un enfant accueilli hors de son domicile familial dans un cadre reconnu, contrôlé, autorisé et réglementé ne bénéficie pas des mêmes prestations que les autres enfants. Le projet de loi est ainsi considéré comme une correction d'une anomalie déjà identifiée à plusieurs reprises et signalée au département par différents canaux et dans divers contextes. Une clarification par le cadre légal est jugée nécessaire. La situation actuelle est décrite comme caractérisée par un accès existant mais informel, partiel, limité, dépendant des personnes, de l'accessibilité du réseau, des échanges, du cas par cas et du ponctuel, ce qui est considéré comme inadéquat. Un accès clair, autorisé et institutionnalisé est requis afin d'exclure toute interprétation. Elle affirme que la santé et la prévention des enfants, objectifs poursuivis par le SSEJ, ne doivent pas dépendre du mode de garde choisi ou disponible pour les parents.

Un troisième argument est développé en lien avec l'importance quantitative de l'accueil familial de jour. Ce mode de garde, bien que complémentaire et minoritaire par rapport aux structures collectives, représente une part non négligeable. Son existence et son développement sont considérés comme essentiels, notamment au regard du manque persistant de places malgré les efforts importants des communes pour augmenter l'offre, tant en structures collectives qu'en accueil familial de jour. Cet accueil est présenté comme indispensable pour permettre aux familles de concilier vie familiale et vie professionnelle, même si les besoins ne sont pas encore entièrement couverts. Les chiffres de la FDAP pour 2025 sont mentionnés, indiquant 6,6% des places, soit environ 510 places et, selon les statistiques, 750 enfants. Elle précise que ces données concernent les chiffres connus de l'OCPE, à l'exclusion du travail non déclaré ainsi que des accueillantes familiales dépendant des structures auditionnées lors de la séance précédente. Le pourcentage de 6,6% correspond uniquement aux places fournies par les deux crèches familiales de la Ville de Genève et les structures de coordination de l'AGSC présentées précédemment, auxquelles s'ajoutent encore les places des accueillantes indépendantes ou regroupées en association. Ce volume

d'enfants est considéré comme suffisant pour justifier un accès équivalent aux prestations du SSEJ.

Un autre argument porte sur le cadre spécifique de la prise en charge en accueil familial de jour. Cette prise en charge est décrite comme plus adaptée et plus individualisée. Elle relève que, dans les structures collectives, l'enfant s'adapte au système, tandis qu'en accueil familial de jour, l'accueillante peut davantage s'adapter aux besoins de l'enfant. Le cadre familial, avec un nombre réduit d'enfants, favorise cette individualisation. Selon les dispositions d'autorisation, une accueillante familiale exerce seule au quotidien, avec une capacité initiale de deux enfants en plus des siens éventuels, pouvant évoluer avec l'expérience et les conditions de logement jusqu'à trois, quatre, voire cinq enfants au maximum, ce qui contraste avec les groupes de seize enfants en crèche. Bien que soutenue, formée et encadrée par la structure de coordination, l'accueillante demeure seule au quotidien avec les enfants. Dans ce contexte, l'accès aux prestations du SSEJ est considéré comme d'autant plus important, tant pour l'accueillante que pour la structure de coordination, y compris pour le personnel administratif et technique chargé de l'encadrement. Cet accès contribue au maintien d'un accueil de qualité et adapté aux besoins individuels, la qualité de la prise en charge individualisée étant renforcée par l'intervention du SSEJ.

Elle présente un dernier argument dans une perspective philosophique et d'investissement pour l'avenir. L'accès aux prestations du SSEJ inclut des conseils, des campagnes de prévention et de dépistage assurées par les infirmières et infirmiers. Ces actions relèvent de la promotion de la santé, de l'accès à la santé et de la prévention au sens large, éléments jugés indispensables pour les enfants accueillis en AFJ. Elle souligne l'importance des trois premières années, les 1000 premiers jours de vie, qui sont déterminantes pour le développement de l'enfant. L'investissement dans cette tranche d'âge est considéré comme essentiel sur les plans social et sociétal. Une prise en charge précoce permet de résoudre des problèmes rapidement et efficacement, alors que leur absence de détection, de traitement ou de gestion peut conduire à des difficultés plus importantes lors de la scolarisation et du développement ultérieur. La prévention à cet âge, relevant de la mission du SSEJ, est ainsi présentée comme un investissement pour l'avenir et une continuité avec le travail ultérieur des infirmières et infirmiers scolaires du SSEJ en milieu scolaire. Une action précoce est également considérée comme efficiente du point de vue économique. M^{me} Moyard conclut en indiquant que ces éléments constituent les principaux arguments d'ordre philosophique et général. Puis elle cède la parole à M^{me} Rodriguez, coordinatrice à l'AFJ

Rhône-Sud, pour la présentation de situations plus concrètes illustrant les effets de l'accès ou de l'absence d'accès au SSEJ.

M^{me} Rodriguez indique exercer la fonction de coordinatrice à l'AFJ Rhône-Sud depuis août 2025, après une activité d'infirmière en pédiatrie aux Hôpitaux universitaires de Genève, ainsi que l'obtention d'un DAS en santé de l'enfant et de l'adolescent, éléments expliquant sa fonction actuelle et son engagement au sein de l'AFJ. Elle expose concrètement les implications sur le terrain, en précisant que les accueillantes familiales assument des responsabilités sanitaires sans accès au SSEJ, qu'il existe une absence d'accès formel aux informations du SSEJ ainsi qu'aux séminaires organisés par celui-ci, notamment en matière d'alimentation, de sommeil et autres thématiques, et que les coordinations doivent recourir à leurs réseaux personnels pour obtenir des informations, impliquant des contacts réguliers avec ces réseaux. Les conséquences évoquées sont la réception d'informations tardives, incomplètes ou potentiellement erronées, ainsi qu'une perte de temps dans la recherche d'informations et dans le travail quotidien. L'accès au SSEJ permettrait, selon elle, une application plus claire et uniforme des recommandations sanitaires cantonales.

Elle aborde ensuite la question des protocoles médicaux, en indiquant qu'un enfant nécessitant un protocole spécifique, par exemple en cas d'allergie, peut se voir prescrire un traitement accompagné d'un protocole défini par le pédiatre, sans qu'un accompagnement soit actuellement assuré pour les accueillantes familiales et les parents. Il en résulte que les parents doivent expliquer eux-mêmes à l'accueillante familiale la manière d'administrer un traitement en cas d'urgence, tel que l'EpiPen. Les coordinatrices tentent de fournir des conseils sur les réactions à adopter et l'administration des traitements d'urgence. Le risque est jugé important, la vie de l'enfant pouvant être engagée en cas de non-administration du traitement, tandis que les accueillantes familiales assument une responsabilité élevée sans accompagnement suffisant. L'accès au SSEJ permettrait l'intervention d'une infirmière afin d'accompagner et de sécuriser ces protocoles.

Concernant la prévention et la gestion des épidémies, elle indique que les consignes du médecin cantonal sont transmises aux SAPE, notamment pour des situations telles que les gastro-entérites, les maladies pieds-mains-bouches ou d'autres épidémies, sans transmission directe aux accueillantes familiales. Ces dernières ne reçoivent donc pas ces consignes et ne seraient pas en mesure d'alerter le SSEJ en cas de besoin. Elle souligne l'existence d'accueils collectifs réguliers, lors desquels les accueillantes se regroupent avec les enfants accueillis à leur domicile, augmentant ainsi les risques de transmission en cas d'épidémie. Les conséquences identifiées sont une application tardive

des recommandations, des inquiétudes fréquentes des parents et un risque accru pour la santé des enfants, en particulier les plus vulnérables. L'accès au SSEJ permettrait une prévention cohérente pour l'ensemble des enfants.

Elle évoque une situation récente liée à des situations préoccupantes concernant des enfants, dans laquelle l'absence d'échanges avec le SSEJ a empêché de bénéficier d'un regard professionnel extérieur afin de déterminer les actions à entreprendre. Les accueillantes familiales ont indiqué qu'elles n'auraient pas sollicité le SPMi dans ce contexte, en raison de craintes et d'un manque de connaissance des conséquences possibles pour l'enfant et la famille.

La présidente interrompt l'intervention et demande une précision concernant cette affirmation, en relevant son importance, en particulier quant à la crainte des accueillantes familiales de contacter le SPMi.

M^{me} Rodriguez confirme cette crainte quant à un contact direct avec le SPMi.

M. Staub précise que, dans les SAPE, un protocole clair prévoit un premier contact avec le SSEJ, composé de professionnels connaissant le domaine de la petite enfance, suivi d'un processus structuré, le SPMi intervenant en l'absence du SSEJ. Il souligne que, faute d'accès au SSEJ, les accueillantes familiales devraient s'adresser directement au SPMi, ce qui suscite des inquiétudes quant aux conséquences pour les familles, un contact direct avec le SPMi étant perçu différemment d'un encadrement préalable par des professionnels du SSEJ pouvant conseiller et opérer un filtre avant un éventuel signalement.

La présidente indique qu'une audition précédente du DIP mentionnait l'existence d'une possibilité d'appel pour les accueillantes familiales sans contact direct avec le SPMi, sans précision du dispositif.

M^{me} Zottos précise qu'il s'agit de l'API, rattaché au SPMi, accessible à toute personne, y compris de manière anonyme, pour signaler une préoccupation, avec une analyse effectuée à ce niveau. Elle ajoute que, pour les structures d'accueil préscolaire, l'intervention du SSEJ n'est pas systématique.

M^{me} Rodriguez confirme que l'intervention du SSEJ n'est pas systématique, tout en indiquant que, dans certaines situations de signalement, des contacts peuvent être établis, avec la possibilité pour des infirmières d'intervenir sur place, d'observer les situations, d'établir des liens avec les familles et d'évaluer les difficultés afin de déterminer la nécessité d'une intervention plus approfondie. Elle rappelle que l'Accueil Première Intervention est lié au SPMi.

M^{me} Rodriguez indique que, malgré la possibilité de recours à l'API, la démarche reste associée au SPMi et suscite des craintes, même en cas d'anonymat, les accueillantes familiales exprimant des inquiétudes quant aux suites données. Elle souligne la nécessité d'un accompagnement pour aller plus loin et indique que, même pour des professionnels, un besoin de soutien et d'échange sur ces problématiques se fait sentir.

M. Staub met en avant le rôle du SSEJ dans les structures collectives, en soulignant que, même si l'API constitue un service spécialisé, l'approche et la symbolique diffèrent. Il insiste sur l'importance de disposer d'un interlocuteur permettant d'évaluer la nécessité d'un signalement, en relevant que le SSEJ offre un accompagnement spécialisé et une connaissance approfondie des enjeux de la petite enfance, au-delà des craintes associées au SPMi.

M^{me} Rodriguez conclut en exposant les conséquences de la situation actuelle, à savoir l'absence d'appui professionnel pour évaluer certaines situations préoccupantes, un processus de signalement plus complexe pour les équipes et des difficultés à mobiliser rapidement un réseau autour de l'enfant. Elle indique qu'un accès au SSEJ permettrait un accompagnement et une meilleure coordination dans ces situations sensibles et délicates. Elle rappelle que chaque situation concerne un enfant, potentiellement proche, que les ressources existent et que l'enjeu réside dans l'accès à celles-ci pour tous, invitant à soutenir le projet de loi.

La présidente remercie pour la clarté des propos et indique que, lors de la séance précédente, une commissaire (Ve) avait formulé de nombreuses questions sur cette structure particulière de mode de garde, et lui cède la parole.

Une commissaire (Ve) demande des précisions sur la formation dispensée aux accueillantes familiales, notamment son caractère qualifiant et les possibilités d'évolution qu'elle offre, ainsi qu'une présentation succincte de son contenu.

M. Staub indique l'existence d'une formation initiale obligatoire pour toutes les accueillantes, indépendamment de leur rattachement à une structure, relevant du DIP. Cette formation est certifiante et permet l'exercice de la profession d'accueillante familiale de jour. Il précise que la question de la réorientation et de la progression professionnelle constitue un sujet d'intérêt pour l'AGSC et les structures de coordination, notamment en lien avec le développement de la formation continue. Cette dernière est organisée par les structures, soit directement, soit par le biais de mandats confiés à des organisations telles que 022 Familles. L'objectif à terme consisterait à permettre une reconnaissance des acquis issus de la formation continue en vue d'une certification. Il est toutefois relevé que ces démarches sont complexes,

notamment en raison des contraintes liées au temps de travail, une activité à plein temps représentant environ 50 heures par semaine, ce qui complique l'accès à des formations complémentaires. A ce stade, la formation continue vise principalement à enrichir les compétences, sans déboucher sur des certifications de type CFC ou AFP, la formation de base demeurant celle qui permet l'exercice de la profession.

La commissaire (Ve) pose ensuite une question sur la notion de supervision.

M^{me} Rodriguez demande une précision sur le terme employé.

La commissaire (Ve) précise qu'il s'agit de la supervision mentionnée au sein de la structure.

M^{me} Rodriguez indique qu'un dispositif de soutien est organisé via une ligne téléphonique permettant aux accueillantes familiales rattachées à la structure de contacter les coordinatrices durant les heures d'ouverture. Cet accompagnement porte sur des questions liées au développement de l'enfant, à des inquiétudes concernant les parents ou à des difficultés dans la collaboration avec les familles. Ce dispositif permet un accompagnement et un soutien, ainsi qu'un apport d'éléments pratiques nécessaires à l'exercice, la formation initiale de 45 heures ne couvrant pas l'ensemble des situations rencontrées sur le terrain.

La commissaire (Ve) relève qu'il s'agit d'une supervision à la demande.

M^{me} Rodriguez confirme cet aspect. Elle ajoute que le SASAJ procède à des visites régulières, au moins une fois par an, ainsi qu'à des contrôles inopinés, donnant lieu à des rapports transmis à la structure. Sur cette base, des suivis peuvent être mis en place. Elle mentionne également l'existence d'une équipe d'animation présente lors des accueils collectifs hebdomadaires, qui observe les pratiques professionnelles et les interactions avec les enfants. Ces observations peuvent conduire à des accompagnements et suivis complémentaires selon les besoins identifiés.

La commissaire (Ve) pose une question sur les accueils collectifs, en particulier sur leur utilisation, leur caractère spontané ou obligatoire et leur utilité.

M^{me} Rodriguez indique qu'au sein de l'AFJ Rhône-Sud, et vraisemblablement dans les autres structures, la participation à un accueil collectif hebdomadaire est obligatoire. Ces moments permettent l'observation des enfants et des pratiques professionnelles, tandis que l'équipe d'animation organise des activités en lien avec le développement de l'enfant. Elle souligne l'existence d'une demande importante de la part des accueillantes, notamment durant les périodes de vacances scolaires où des accueils libres sur inscription

sont proposés et généralement complets. Elle mentionne également des initiatives locales où des accueillantes se regroupent en dehors des temps obligatoires, traduisant un besoin et une plus-value tant sur le plan professionnel que pour les enfants.

M. Staub émet une réserve quant au caractère systématiquement hebdomadaire de cette obligation dans toutes les structures.

La commissaire (Ve) demande confirmation que ces moments impliquent la présence de personnes de la structure observant les pratiques.

M^{me} Moyard confirme la présence d'une équipe d'animation composée de professionnels formés, notamment éducateurs de l'enfance ou titulaires de formations certifiantes. Elle précise que ces moments constituent un changement de configuration par rapport à l'accueil individuel à domicile, permettant un passage à une dynamique collective. A Lancy, des regroupements ont lieu deux fois par semaine, incluant des rencontres supplémentaires dans différents lieux de la commune. Ces dispositifs permettent de réunir plusieurs accueillantes, encadrant un nombre plus important d'enfants, favorisant ainsi des dynamiques de groupe différentes. Elle souligne que ces moments constituent une réponse aux préoccupations des parents concernant la socialisation, en complément de la présence quotidienne d'au moins un autre enfant, les accueils collectifs réunissant jusqu'à 15 à 20 enfants.

La commissaire (Ve) relève l'intérêt de ces dispositifs pour la socialisation et la stimulation des enfants, en évoquant également la transmission d'idées d'activités aux accueillantes.

M^{me} Moyard confirme cet aspect.

La commissaire (Ve) interroge enfin sur les modalités d'accès pour les parents ne disposant pas de place en crèche, en particulier sur l'accompagnement proposé dans la recherche d'une accueillante familiale.

M^{me} Moyard indique l'existence d'un système de liste d'attente formalisé, similaire à celui des crèches. Les parents s'inscrivent auprès de la structure de coordination, remplissent un formulaire et fournissent les documents requis. La structure dispose d'un personnel salarié, incluant un nombre important d'accueillantes familiales, ainsi que des coordinatrices chargées de gérer les listes d'attente. L'attribution des places s'effectue en fonction de critères tels que les besoins des parents en termes de jours de garde et la localisation. Une proposition d'accueil est ensuite faite aux parents. Ce système est présenté comme une plus-value par rapport au modèle indépendant, en raison de son caractère structuré et de sa proximité avec le fonctionnement des structures collectives.

La présidente demande si une accueillante familiale peut refuser un enfant.

M. Staub indique que cela n'est en principe pas possible, en précisant que cette règle a été renforcée avec l'introduction du salaire minimum. Les accueillantes sont désormais rémunérées en fonction du temps de travail et non du nombre d'enfants, ce qui renforce leur statut d'employées. Un refus n'est envisageable qu'en cas de difficultés majeures, de manière comparable aux structures collectives. Il précise également que les systèmes de listes d'attente sont harmonisés au niveau communal, permettant par exemple à un habitant de Meyrin de s'inscrire via la commune ou l'association, avec intégration dans une liste commune incluant l'accueil familial de jour. Le fonctionnement est ainsi aligné sur celui des structures collectives.

La commissaire (Ve) demande confirmation des conditions salariales et du temps de travail.

M. Staub indique que les accueillantes sont rémunérées au salaire minimum, avec des augmentations et des compensations pour les frais tels que les repas et le matériel. Le temps de travail est fixé à un maximum de 50 heures hebdomadaires, conformément à la législation. Il précise qu'un volume inférieur ne permettrait pas de répondre aux besoins des parents. L'introduction du salaire minimum a également permis de mieux encadrer les conditions de travail, en limitant les arrangements directs entre parents et accueillantes concernant des heures supplémentaires. Le dispositif est ainsi rapproché, dans son fonctionnement, de celui des structures collectives, tout en conservant la spécificité d'un accueil en petite unité au domicile de l'accueillante.

Un commissaire (S) revient sur la question des possibilités de refus évoquées précédemment et demande des exemples concrets.

M. Staub indique que les refus concernent des situations extrêmes, telles qu'un parent insultant une accueillante, cas dans lesquels l'accueil devient infaisable et conduit non pas à un simple refus, mais à une cessation de la prise en charge.

Un commissaire (S) aborde ensuite la question de l'accueil des enfants en situation de handicap, en s'interrogeant sur les mécanismes existants, les éventuelles adaptations du nombre d'enfants accueillis ou les formes de soutien prévues.

M^{me} Moyard répond sur le plan des principes en indiquant que la question de l'inclusion est centrale, actuelle et fait l'objet de nombreuses réflexions, tant dans les structures collectives que dans l'accueil familial de jour. Des dispositifs existent déjà, tout en laissant subsister une marge de progression importante. Elle précise que, selon une étude mandatée par la FDAP, le taux

d'enfants présentant des besoins particuliers est environ deux fois plus élevé dans l'accueil familial de jour et dans les prestations restreintes, telles que les garderies, que dans les crèches, avec environ 15% contre 7 à 8%.

Un commissaire (S) demande une explication à cette différence.

M. Staub apporte des éléments d'analyse en précisant que, dans les jardins d'enfants, la notion de besoins particuliers dépasse celle du handicap et inclut des facteurs liés au contexte socio-économique. Il indique que les enfants accueillis dans ces structures proviennent plus fréquemment de familles où les deux parents ne travaillent pas à plein temps, souvent issues de milieux socio-économiques plus modestes et confrontées à diverses difficultés. Il souligne que les études montrent une corrélation entre difficultés socio-économiques, contextes allophones ou autres facteurs et l'apparition de besoins spécifiques dans le développement de l'enfant. Il en déduit que, dans les jardins d'enfants, la proportion plus élevée d'enfants à besoins particuliers peut s'expliquer par les caractéristiques du public accueilli. Concernant l'accueil familial de jour, il indique ne pas disposer d'une explication complète.

M^{me} Moyard complète en indiquant que des mécanismes similaires sont observés. Elle ajoute que, dans les garderies, la proportion de familles où les deux parents travaillent est faible et que, en présence d'enfants ayant des besoins importants, l'un des parents interrompt fréquemment son activité professionnelle, phénomène observé de manière récurrente. Cet effet d'entraînement se retrouve également dans l'accueil familial de jour. Elle recentre ensuite la réponse sur les dispositifs concrets mis en place. Au sein de la structure qu'elle préside, lorsque des disponibilités existent, notamment lorsque certaines accueillantes ne sont pas à plein temps ou lors d'absences d'enfants, ces heures sont utilisées pour organiser du renfort auprès d'autres accueillantes, permettant une prise en charge conjointe par deux professionnelles. Elle mentionne également le recours à la formation continue et à l'encadrement. Elle indique en outre qu'un travail a récemment été engagé au niveau cantonal, sous l'égide de la FDAP, permettant à l'AGSC de participer aux réflexions sur ces questions, ce qui constitue un signal positif. Elle conclut en relevant que, malgré les mesures existantes, des améliorations restent possibles et souligne les limites liées au niveau de formation des accueillantes familiales, qui ne sont ni éducatrices de l'enfance, ni ASE, ni ASA. Elle précise que même les éducateurs peuvent se trouver en difficulté face à certaines situations, ce qui rend la prise en charge encore plus complexe pour une accueillante seule avec plusieurs enfants, dont un présentant des besoins éducatifs importants.

Un commissaire (PLR) pose une question concrète sur les modalités d'accès aux prestations du SSEJ, en évoquant l'hypothèse d'une intervention

systématique auprès de chaque accueillante familiale, et interroge également les implications en termes de budget, d'équivalents plein temps et de financement.

M^{me} Rodriguez indique que l'objectif consiste à bénéficier d'un accès comparable à celui existant dans les structures de la petite enfance, sous forme de contacts téléphoniques ou d'échanges par courriel, permettant de poser des questions et de discuter de situations problématiques. Elle précise que des interventions sur place peuvent avoir lieu en fonction des besoins et que des modalités sont définies selon les situations rencontrées. Dans les structures de la petite enfance, une infirmière référente est attribuée à chaque structure, servant d'interlocutrice pour toute problématique ou question, avec des temps de rencontre définis, notamment pour aborder les protocoles liés aux allergies ou d'autres situations spécifiques, sur la base de listes d'enfants concernés, avec la possibilité d'organiser des rencontres supplémentaires selon les besoins.

M. Staub précise qu'il s'agit d'un travail de référence assuré par le SSEJ et non de l'intervention d'une « brigade », avec l'identification de personnes référentes permettant un canal de communication direct.

M^{me} Hiltbold demande une précision sur les rencontres collectives évoquées.

M^{me} Rodriguez indique que, dans les SAPE, ces rencontres ont lieu en début d'année avec l'ensemble de l'équipe.

M^{me} Hiltbold évoque l'organisation de réunions similaires.

M. Staub indique qu'une organisation serait mise en place d'un commun accord.

M^{me} Moyard aborde la question du budget en indiquant que la demande repose sur un principe d'égalité de traitement. Actuellement, les prestations du SSEJ pour les structures collectives sont financées par le DIP et non par les structures elles-mêmes. Elle considère que cette logique doit s'appliquer également à l'accueil familial de jour, impliquant une prise en charge par le canton. Elle précise que l'évaluation des coûts ne relève pas de l'AGSC, tout en estimant que ceux-ci seraient limités au regard de la proportion concernée, soit environ 6,6% des places pour les structures évoquées, et au maximum environ 10% en incluant d'autres dispositifs tels que Koala, Le Couffin et Supernounou. Les prestations étant actuellement assurées pour environ 90% des enfants, la demande vise une extension à l'ensemble des enfants. L'évaluation précise des coûts est renvoyée au département.

La présidente interroge sur la possibilité d'une participation financière des communes, compte tenu de leur rôle dans le financement des structures.

M. Staub répond en rappelant que l'architecture actuelle prévoit que la surveillance et les prestations d'appui, notamment en matière de santé, relèvent du canton. Il souligne que l'accueil familial de jour est placé au même niveau que les structures collectives dans la loi, ce qui implique une compétence cantonale en matière de santé et d'accompagnement. Il met en avant la nécessité d'un pôle de compétences centralisé pour garantir cohérence et égalité de traitement. Il indique que ce rôle est assumé par le canton en raison de cette compétence et que son financement doit logiquement lui incombent. Il ajoute que, sur d'autres aspects, notamment en matière d'inclusion, les communes vont déjà au-delà des exigences légales, notamment via des financements complémentaires, et que la demande formulée s'inscrit strictement dans le cadre légal existant.

La présidente évoque la possibilité d'un cofinancement, à l'image d'autres politiques publiques telles que la culture ou le sport, en précisant qu'il s'agit d'ouvrir le débat.

M^{me} Moyard indique qu'un tel cofinancement n'existe pas pour les crèches.

M. Staub relève que l'ouverture de ce débat pourrait conduire à une remise en question plus large du financement des structures collectives, actuellement largement assumé par les communes. Il rappelle que la part du canton est clairement identifiée et minoritaire, mais essentielle pour assurer les compétences en matière de surveillance et de santé. Il mentionne que, dans d'autres domaines, les questions de santé demeurent de compétence cantonale pour garantir l'expertise nécessaire, et souligne l'importance de maintenir cette organisation, tout en relevant la qualité du fonctionnement avec le SASAJ et le SSEJ.

La présidente mentionne les débats en cours sur la gratuité des crèches et leurs implications potentielles.

M. Staub précise que la répartition actuelle du financement repose majoritairement sur les communes.

Un commissaire (S) interroge sur la position institutionnelle de l'AGSC concernant une initiative relative à la gratuité des crèches, en relevant que l'accueil familial de jour n'est pas inclus dans ce texte.

M. Staub indique qu'aucune position officielle n'a été adoptée par l'AGSC, tout en précisant que, l'organisation étant entièrement financée par les communes, sa position serait vraisemblablement alignée sur celle de ces dernières en cas de prise de position formelle.

La présidente remercie les auditionnés pour leur présentation et leurs réponses, puis les libère.

M^{me} Zottos indique qu'elle souhaite corriger certaines informations. Elle précise que, selon les explications fournies, le SSEJ n'intervient pas au quotidien dans les structures d'accueil préscolaire. Elle mentionne qu'environ 240 structures d'accueil préscolaire sont actuellement couvertes par 5,3 ETP d'infirmières et 2,2 ETP de médecins, illustrant le volume limité de ressources disponibles. Elle souligne un manque de ressources déjà existant pour couvrir les structures d'accueil collectif et indique que les questions sanitaires liées aux épidémies y sont plus fréquentes que dans l'accueil familial de jour. Elle rappelle également que l'accès à la documentation spécifique produite par le SSEJ, notamment pour le secteur préscolaire, est déjà ouvert aux acteurs de l'accueil familial de jour, ce qui relève selon elle d'un enjeu d'information. Elle précise que les coordinatrices des structures sont souvent invitées aux séminaires organisés par le SSEJ, tout en reconnaissant que cet aspect peut être amélioré, et relève que ces séminaires ne sont pas toujours adaptés au niveau de formation des accueillantes familiales. Concernant les protocoles médicaux, elle indique que la gestion repose généralement sur les échanges directs entre l'accueillante familiale, les parents et le médecin de l'enfant, dans une configuration différente de celle des structures collectives. Elle reconnaît la possibilité d'améliorations, tout en apportant ces précisions. S'agissant des situations de signalement d'enfants en danger, elle rappelle l'existence d'une obligation légale de signalement, point qui sera repris avec les structures d'accueil familial de jour.

M^{me} Hiltbold insiste sur le manque de ressources actuel pour les structures d'accueil de la petite enfance, en précisant que les SAPE disposent déjà de moyens limités de la part du SSEJ. Elle relève que les prestations en accueil familial de jour ne sont pas identiques à celles des structures collectives, ce qui implique des attentes et des besoins différents. Elle indique que la mise en œuvre de la demande nécessiterait la création de postes supplémentaires, dans un contexte où les ressources actuelles sont insuffisantes et où l'obtention de moyens supplémentaires est difficile. Elle estime que certaines améliorations, notamment en matière d'accès à l'information et de participation à des séminaires, peuvent être réalisées sans modification légale et sans imposer des obligations supplémentaires au service, lesquelles entraîneraient des demandes de postes additionnels.

La présidente relève la possibilité évoquée d'améliorer la situation sans modification de la loi.

M^{me} Hiltbold précise que ces améliorations pourraient passer par un renforcement de la communication et un accès facilité à certaines activités, sans reproduire intégralement les prestations offertes aux structures collectives.

M^{me} Zottos mentionne la possibilité de renforcer les offres de formation continue et d'autres mesures évoquées précédemment, en soulignant une volonté de soutien aux accueillantes familiales de jour.

Un commissaire (UDC) suggère la possibilité de présenter un amendement général.

La présidente indique que le département ne propose pas d'amendement alors qu'il ne souhaite pas passer par une modification de loi.

Une commissaire (Ve) demande une clarification concernant l'estimation des besoins en ETP, en relevant une apparente contradiction entre le nombre total actuel de 7,5 ETP et une estimation de 2,5 ETP supplémentaires, qui représenterait une augmentation significative, alors même que la population concernée représente environ 10% des enfants.

M^{me} Hiltbold explique que les prestations ne sont pas identiques et que le niveau de formation du personnel diffère, les structures collectives disposant déjà de personnel formé, contrairement aux accueillantes familiales, ce qui implique des besoins supplémentaires.

La présidente relève que la demande formulée par les accueillantes familiales pourrait être plus importante.

M^{me} Hiltbold confirme que la demande porte notamment sur un accès direct et des échanges téléphoniques. Elle souligne que, dans les structures collectives, une personne responsable centralise les contacts avec le SSEJ, alors que l'ouverture d'un accès direct à chaque accueillante familiale reviendrait à élargir considérablement le nombre d'utilisateurs du service, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Audition

- **M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, DIP**
- **M^{me} Eléonore Zottos, secrétaire générale adjointe, DIP**

M^{me} Hiltbold partage que le DIP a proposé un amendement avec plusieurs modifications, car même s'il est compliqué d'avoir du personnel à disposition dans l'accueil familial de jour, il serait tout de même possible de renforcer la sécurité des enfants accueillis, mais simplement pas forcément par la voie qui était proposée initialement (qui consistait notamment à faire du repérage précoce chez les accueillantes familiales). C'est là qu'il y a un problème, car l'accueil est organisé de manière très différente entre l'accueil collectif dans les institutions et chez les accueillantes familiales. Ce que le DIP propose, c'est de supprimer la mention de « l'accueil familial de jour » à l'art. 1, let. b. De plus, le DIP propose de modifier l'art. 18, en laissant uniquement l'aspect du

SSEJ dans les structures d'accueil préscolaires et pas auprès des personnes qui pratiquent l'accueil familial de jour.

M^{me} Hiltbold souhaite rappeler les buts de la loi sur l'enfance et la jeunesse. Les prestations données dans le domaine de la santé et de la prévention, dans différents domaines, concernent notamment les structures d'accueil de la petite enfance, les écoles publiques et privées, les foyers et les institutions pour enfants, donc des lieux qui accueillent collectivement les enfants. Elle souligne que la notion d'accueil familial de jour est définie dans la loi sur l'accueil préscolaire. Il s'agit d'une prestation à domicile, et non dans une institution. C'est donc un accueil individuel, et non collectif. De ce fait, il n'est pas possible, dans cette loi sur l'enfance et la jeunesse, de poser sur le même pied d'égalité des propositions qui ne sont pas les mêmes entre des institutions proposant un accueil collectif contre celles proposant un accueil individuel. Le DIP propose de supprimer cette proposition qui était d'ajouter l'accueil familial de jour dans les buts de la loi.

M^{me} Hiltbold exprime que le DIP propose aussi de modifier l'art. 18 en supprimant la phrase « [...] ainsi que des personnes pratiquant l'accueil familial de jour et des structures qui en assurent la coordination ». L'idée du DIP est surtout de dire qu'il met à disposition des personnes qui pratiquent l'accueil familial de jour des informations et des conseils, afin de renforcer la sécurité et la santé des enfants accueillis. M^{me} Hiltbold indique que des exemples sont mentionnés dans la colonne « commentaires » des amendements.

Ainsi, le DIP propose de modifier ce PL 13598, afin de ne pas entrer complètement en matière, mais seulement en partie.

M^{me} Zottos précise que la loi sur l'enfance et la jeunesse définit les prestations qui sont dévolues au service de santé de l'enfance et de la jeunesse, découlant de la loi sur la santé. La loi sur la santé, pour ce qui touche à la santé scolaire, s'applique spécifiquement aux institutions collectives, il n'y a pas d'autres prescriptions qui découlent de la loi sur la santé qui concernent des prestations individuelles. Pour l'accueil familial de jour, en revanche, il s'agit d'un accueil individuel, c'est-à-dire au domicile de l'accueillante de jour. Pour les personnes employées dans des structures de coordination, certaines de ces structures font parfois des moments d'accueil collectif, mais les enfants sont toujours sous la responsabilité des accueillantes de jour. Les deux contextes sont donc très différents, ce qui ne permet pas de répliquer le système existant pour l'accueil collectif en structure d'accueil préscolaire dans un système d'accueil familial de jour.

La présidente remercie les auditionnées et cède la parole aux commissaires pour leurs questions.

Un commissaire (S) remercie les auditionnées pour les informations présentées. Tout d'abord, il relève qu'il est indiqué dans les commentaires que cette nouvelle disposition vise à « formaliser ». Il s'interroge car, aujourd'hui, c'est déjà quelque chose qui est fait en partie, donc il n'y a pas forcément besoin du cadre légal pour pouvoir le faire.

M^{me} Hiltbold répond que c'est comme pour le harcèlement. Il est déjà traité, et il n'y a pas besoin de le mettre dans une loi pour dire qu'il est punissable et interdit. La question, c'est le signal qu'on donne. Ce qu'ils ont entendu, c'est qu'il existe une problématique de vouloir et ne pas pouvoir accéder à certaines formations et informations.

M^{me} Zottos ajoute que c'était vraiment ça l'idée, car certaines associations disaient lors des auditions qu'elles ne pouvaient pas accéder à la permanence du SSEJ, ce qui n'est pas la réalité. Ainsi, ça permettrait de formaliser ceci.

Ce même commissaire (S) demande si on ne pourrait pas prévoir une version différente. Il n'est pas nécessaire de transposer immédiatement les dispositifs appliqués aux établissements publics, c'est une mise en application. Cette suggestion fait penser à quelque chose qui est fait aujourd'hui mais qui ne figure pas dans la loi. Il comprend maintenant le but de formaliser et ainsi de faire connaître ce dispositif. Là où il s'interroge, c'est qu'il y aurait donc finalement un cadre proposé, que ça demande des ETP en plus, et il sait que le Conseil d'Etat est en plein dans des tentatives de budget et d'économies. Il comprend que c'est peu évident. Il demande si ce cadre-là peut aussi permettre de faire connaître le dispositif en y allant étape par étape. En effet, pour faire étendre ce dispositif, peut-être qu'il existe d'autres moyens. Par exemple, pour ce qui touche aux informations, il serait peut-être judicieux de grouper toutes les personnes accueillantes de jour et de faire une formation en une seule fois. Il comprend la problématique, mais observe qu'il y a là une démultiplication de personnes. Il constate que, même si a priori l'accueil de jour doit être une formule qui diminue, actuellement on est quand même dans cette évolution-là. Il demande donc, dans l'interprétation du PL, quelle sera la façon dont le Conseil d'Etat et le département vont l'appliquer, car ce PL ne demande pas d'avoir exactement un copié-collé de ce qui est fait dans une structure d'accueil préscolaire et de le faire pour un individu isolé effectuant de l'accueil de jour.

M^{me} Hiltbold répond qu'en voyant l'exposé des motifs, tout ce qui est fait lui semble être plus que de la dentelle. Elle ne voit pas comment, sans modifier le PL tel que proposé, on pourrait répondre aux attentes des personnes qui l'ont initié. De plus, elle rappelle que la première signataire est la directrice d'une

structure d'accueil, qui aura forcément des attentes. Elle pense qu'ils sont beaucoup plus prudents en faisant ceci.

Le commissaire (S) dit qu'il existe peut-être une solution intermédiaire, qui éviterait de faire du cas par cas individuel.

Un commissaire (S) se réfère aussi à l'exposé des motifs, où il n'est pas dit que le SSEJ doit se déplacer dans chaque appartement pour proposer ces prestations. Mais ces prestations doivent être offertes. Le commissaire (S) dit que ce PL, c'est quelque chose qui lui parle. Bien entendu, ça doit être fait d'une manière adaptée et avoir une certaine centralisation. Il est clair que ça ne peut pas être fait à chaque domicile. Cependant, ce qui le gêne avec la proposition du DIP, c'est qu'on propose des prestations du SSEJ à plusieurs vitesses. Ainsi, à l'intérieur du système public, on aurait une limitation d'accès pour les bénéficiaires de l'accueil familial de jour par rapport aux autres, qui ne lui semble pas pertinente. Peu importe les appréciations sur les accueils de jour, elles font quand même partie de l'offre publique d'accueil préscolaire. A son avis, parler d'accueil individuel est un peu réducteur, car il s'agit de structures publiques. Il insiste sur le fait que ce ne sont pas des prestations privées, mais des prestations qui sont subventionnées. Ainsi, le commissaire (S) trouve qu'entre les exemples donnés par l'exposé des motifs et ce que le DIP propose, c'est-à-dire, en bref, le fait de prodiguer des conseils et des informations, il y a une différence trop limitative.

Le commissaire (S) poursuit sur l'art. 18 al. 4. Il est d'avis qu'il serait peut-être pertinent de préciser la formulation. Il faudrait trouver une formulation qui laisse moins planer le doute, et qui laisse mieux comprendre le fait que le processus se fera d'une manière plutôt centralisée. Le fait de supprimer complètement cela pour dire qu'on restreint les prestations uniquement à l'information et au conseil, ça ne lui paraît pas correct pour les enfants qui bénéficient de prestations qui s'inscrivent dans le cadre d'un système public de l'accueil préscolaire.

M^{me} Hiltbold comprend les propos du commissaire (S), mais elle l'invite à relire la présentation faite par le DIP. L'exposé des motifs du PL fait référence à des dépistages qui n'ont en réalité pas lieu. Ce qui est indiqué dans l'exposé des motifs est faux. De plus, il n'y a pas que des accueillantes familiales dans des structures publiques, il y a aussi des privées et des indépendantes. Donc, aujourd'hui, si on appliquait cette loi telle que proposée initialement, ça irait plus loin et ça nécessiterait plus de postes, ce que le DIP n'est pas prêt à faire. Mais il est prêt surtout à fournir des conseils et des informations. Elle rappelle qu'il s'agit de la proposition du département, mais qu'ensuite les commissaires sont bien évidemment libres de faire un contre-amendement s'ils le souhaitent. En tout cas, il ne s'agit pas d'inégalité de traitement.

Ce commissaire (S) confirme, pour aller au bout de la logique, qu'il aimerait proposer un contre-amendement à l'art. 18 al. 4, disant par exemple « [...] auprès des structures d'accueil préscolaires ainsi que des structures assurant la coordination et l'accueil familial de jour ».

La présidente réagit en disant que le fait d'indiquer uniquement les structures, ça crée une autre discrimination, par exemple car ça n'inclut pas les indépendantes.

Ce commissaire (S) demande s'il y a un endroit dans la loi où les structures de coordination sont définies.

M^{me} Zottos répond par l'affirmative. Dans la loi sur l'accueil préscolaire, il y a une définition très précise des structures.

Ce commissaire (S) la remercie et dit qu'il va revoir cette définition légale et reviendra ensuite sur le sujet. Il conclut que l'idée qu'il défend, c'est qu'une réécriture serait nécessaire pour que l'objectif soit clair, et qu'on comprenne qu'on parle bien de structures au sens plus large. Il va réfléchir à un sous-amendement et reviendra sur la question par la suite.

Un commissaire (UDC) expose que, s'il a bien compris, ce qui manque en pratique, c'est surtout la communication et les informations à transmettre aux accueillantes familiales de jour. Il est donc nécessaire d'améliorer la communication pour que les accueillantes familiales de jour se sentent intégrées dans le système et aient accès à toutes les informations. Ce qui ressort de l'amendement, c'est surtout la modification de l'art. 18 où, selon lui, tout est dit. Il dit que l'efficacité nécessaire se trouve dans la proposition d'amendement.

Un commissaire (PLR) rejoint le commissaire (UDC) et trouve qu'il a très bien résumé la situation. Il approuve son analyse et comprend les explications du DIP. Il ne comprend pas l'acharnement thérapeutique à essayer de trouver de nouvelles formulations pour absolument faire un sous-amendement aux amendements du DIP. Il dit que le PLR sera en tout cas pour ces amendements du DIP, et qu'il se réjouit du vote.

Ce commissaire (S) rétorque qu'il s'agit du principe même de la discussion démocratique. Parler d'acharnement thérapeutique ne lui paraît pas correct. Afin que l'objectif d'offrir les mêmes prestations aux enfants qui fréquentent l'accueil familial de jour soit réalisé au mieux, ce que souhaitent les socialistes, il trouve simplement qu'il serait adapté de changer la formulation afin qu'elle soit plus précise et qu'elle parle plutôt de « structures de coordination » ou des « associations pratiquant l'accueil familial de jour ». Il aimerait modifier l'art. 18 al. 4 en ajoutant : « [...] ainsi que des structures de coordination et des associations regroupant les personnes pratiquant l'accueil familial de jour ».

Selon lui, la différence avec le texte initial, c'est qu'on ne retrouve pas les personnes directement. Il n'y aurait donc pas de prestations directes aux accueillantes familiales de jour, et on passerait par les structures de coordination.

Une commissaire (MCG) intervient et indique, avec franchise, éprouver une certaine incompréhension quant à l'objet du débat. Elle s'interroge sur le fait que la commission semble discuter de prestations qui, en réalité, ne seraient pas mises en œuvre dans les structures préscolaires elles-mêmes.

M^{me} Hiltbold précise que les éléments mentionnés dans l'exposé des motifs, notamment les dépistages bucco-dentaires, de la vue ou de l'ouïe, ne sont effectivement pas réalisés dans les crèches.

La commissaire (MCG) relève dès lors une forme de confusion dans le débat. Elle comprend que ces prestations ne sont ni pratiquées dans les structures collectives ni dans l'accueil familial de jour. Dans ce contexte, elle s'interroge sur la pertinence du projet, qui viserait à étendre à l'accueil familial des prestations qui n'existent en réalité pas dans les crèches. Elle conclut en soulignant que soit il y a une incompréhension sur le contenu réel des prestations, soit le projet repose sur une base erronée.

M^{me} Hiltbold explique qu'elle répondait aux propos de du commissaire (S) lorsqu'il disait qu'il remarque une forte inégalité de traitement car on ferait des prestations qui ne sont pas proposées. Maintenant, ça ne veut pas dire qu'en acceptant ce PL on en ferait plus auprès des accueillantes familiales de jour, mais simplement que, dans la loi, on demande que ce soit fait tant auprès des structures d'accueil préscolaires que des accueillantes familiales de jour directement, ainsi qu'auprès des structures. Le but est d'étendre le périmètre d'intervention.

M^{me} Hiltbold rappelle que les structures qui regroupent les accueillantes familiales de jour jouent principalement un rôle administratif. C'est de la coordination qui est faite pour mettre en relation les accueillantes familiales avec les familles. C'est là où c'est compliqué de les considérer de la même manière que les structures d'accueil préscolaire collectives que sont les crèches.

M^{me} Zottos précise que si le SSEJ intervient auprès des structures comme les crèches et les jardins d'enfants, c'est parce qu'il y a des équipes éducatives, que les enfants sont sous la responsabilité de plusieurs personnes, et qu'il y a une circulation d'informations et de virus qui est beaucoup plus importante.

Un commissaire (S) clarifie que la confusion a sûrement eu lieu à la suite de l'erreur dans l'exposé des motifs, qui cite des exemples qui ne sont en réalité pas pratiqués. C'est pour cela que le PL 13598 ne précise pas ces éléments en

tant que tels. Pour revenir à ce qu'il disait au départ, il dit que le cadre paraît assez clair. En même temps, ce cadre démontre une intention pour le département. L'idée serait vraiment d'étendre cette intervention et cette promotion. Il ne s'agit pas d'un règlement d'application qui vient dire au DIP précisément ce qu'il doit faire auprès des structures. Ensuite, ce sera peut-être au département de le faire, dans sa marge de manœuvre.

La présidente rebondit pour dire que le DIP a déjà énoncé les conséquences d'une telle loi. On sait ce que ça a comme conséquences, ne serait-ce qu'en termes d'ETP.

Un autre commissaire (S) ne conteste pas que ça nécessite peut-être des ETP, mais, pour répondre à la commissaire (MCG), il rappelle qu'il n'est pas un spécialiste de l'accueil familial et du SSEJ, et que la seule chose qu'il affirme c'est que sur le principe, s'il y a déjà des prestations qui sont fournies par rapport à l'accueil préscolaire collectif, elles doivent aussi, dans leur principe, être fournies par rapport à l'accueil familial de jour. Ce qu'il propose avec ce sous-amendement, c'est que la formulation soit précisée pour que l'on comprenne bien que le SSEJ ne va pas se déplacer auprès de chaque accueillante familiale de jour. Il trouve qu'il ne faut pas réduire le rôle des structures de coordination, qui serait semblable, par exemple, au rôle des structures d'agences de placement. Le commissaire (S) insiste sur le fait que ceci doit vraiment s'agir de structures qui assurent un encadrement, qui déterminent le placement des enfants, et qui assurent la situation, par exemple, pour les enfants à besoins particuliers. Il conclut par affirmer que ce qui est intéressant, c'est d'utiliser ces structures pour permettre une intervention du SSEJ.

La présidente remercie les commissaires de leurs questions et remarques, et propose de passer au vote.

Votes

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13598 :

Oui : 15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : —

Abstentions : —

L'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

2^e débat

La présidente procède au vote du 2^e débat :

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Art. 1, let. b

Le DIP propose un amendement à la let. b.

La présidente met aux voix l'amendement du DIP à **l'art. 1, let. b (biffé)** :

Oui : 9 (2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 5 (3 S, 2 Ve)

Abstentions : 1 (1 LJS)

L'amendement est accepté.

Art. 18, al. 4

Un commissaire (S) propose un sous-amendement à l'art. 18, al. 4.

La présidente met aux voix le sous-amendement de ce commissaire (S) à **l'art. 18, al. 4** :

« ⁴ Le département intervient également auprès des structures d'accueil préscolaire ainsi que des structures de coordination et associations regroupant des personnes pratiquant l'accueil familial de jour, en contribuant à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, en repérant précocement leurs difficultés éventuelles et en guidant leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci. »

Oui : 5 (3 S, 2 Ve)

Non : 9 (2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Abstentions : 1 (1 LJS)

Le sous-amendement est refusé.

Le DIP propose un amendement à l'art. 18, al. 4.

La présidente met aux voix l'amendement du DIP à **l'art. 18, al. 4 (biffé)** :

Oui : 9 (2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 5 (3 S, 2 Ve)

Abstentions : 1 (1 LJS)

L'amendement est accepté.

Art. 18, al. 5 (nouveau, l'al. 5 ancien devenant l'al. 6)

Le DIP propose un amendement à l'art. 18, al. 5.

La présidente met aux voix l'amendement du DIP à l'**art. 18, al. 5** :

« ⁵ *Le département met à disposition des personnes pratiquant l'accueil familial de jour des informations et leur prodigue des conseils afin de renforcer la sécurité et la santé des enfants accueillis.* »

Oui : 14 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : —

Abstentions : 1 (1 LJS)

L'amendement est accepté.

Art. 2

Le DIP propose comme amendement de biffer l'art. 2.

La présidente met aux voix l'amendement du DIP de biffer l'**art. 2** :

Oui : 9 (2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 5 (3 S, 2 Ve)

Abstentions : 1 (1 LJS)

L'amendement est accepté.

Art. 3

M^{me} Zottos remarque qu'il y a une erreur. Il faut remplacer « le présent règlement » par « la présente loi ».

Le commissaire (S) ajoute qu'il y a un problème légistique, ce n'est pas « la publication » mais « la promulgation ». En effet, la publication intervient seulement quand le délai référendaire commence.

Il propose un amendement à l'art. 3.

La présidente met aux voix l'amendement du commissaire (S) à l'**art. 3** :

« *La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.* »

Oui : 15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : —

Abstentions : —

L'amendement est accepté.

3^e débat

La présidente met aux voix l'ensemble du PL 13598 ainsi amendé :

Oui : 9 (2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 3 (1 S, 2 Ve)

Abstentions : 3 (2 S, 1 LJS)

Le PL 13598, tel qu'amendé, est accepté.

Conclusion

Au terme de ses travaux, la commission a mené un examen approfondi du projet de loi, en confrontant les objectifs poursuivis avec les réalités du terrain, les contraintes organisationnelles et les moyens à disposition.

Il ressort des auditions que l'accueil familial de jour constitue un maillon important du dispositif d'accueil préscolaire, répondant à un besoin réel des familles, notamment dans un contexte de pénurie de places dans les structures collectives. Les acteurs entendus ont également mis en évidence un besoin de reconnaissance et d'accès à certaines prestations, en particulier en matière de santé et de prévention.

Toutefois, la commission a également constaté que ce mode d'accueil repose sur des caractéristiques fondamentalement différentes de celles des structures collectives, tant en termes d'organisation et de formation que de fonctionnement. Dans ce contexte, une transposition directe des prestations du service de santé de l'enfance et de la jeunesse apparaît difficilement applicable sans adaptation importante du dispositif et sans moyens supplémentaires significatifs.

Par ailleurs, plusieurs intervenants ont relevé que des outils existent déjà, notamment en matière de formation, de recommandations et d'accès à des conseils, et que des améliorations ciblées pourraient être envisagées sans nécessairement passer par une modification législative.

Ainsi, si les intentions du projet de loi sont légitimes et largement partagées, les solutions proposées ne permettent pas, en l'état, d'atteindre de manière adéquate les objectifs visés.

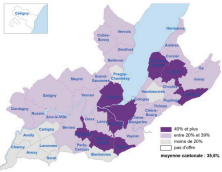
Pour ces raisons, la majorité de la commission vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à accepter le projet de loi 13598.

PL 13598

Modifiant la loi sur l'enfance et la
jeunesse LEJ J6 01

Sophie Demaurex 7.1.25

Observatoire cantonal de la petite enfance SRED accueil préscolaire - 2024



La crèche est le mode d'accueil le plus sollicité par les familles

- Selon l'enquête famille 2023, près de 60% des enfants d'âge préscolaire bénéficient d'une prise en charge collective, principalement en crèche (40%)
- La prise en charge individuelle est répartie de manière égale entre des solutions externes et la garde exclusivement parentale

Pourquoi ce choix des parents ?
La socialisation ?
La sécurité ?



II. ACCUEIL FAMILIAL DE JOUR

Dans le domaine de l'accueil familial de jour, on distingue l'accueil familial *dépendant* (accueillantes familiales de jour employées par une structure de coordination ou une crèche familiale) de l'accueil familial *indépendant* (accueillantes familiales de jour regroupées en associations ou *totalement indépendantes*⁹).



Accueillantes Familiales de Jour (AFJ) – 2024

Nombre total : environ 320 AFJ autorisées à exercer dans le canton de Genève.

Répartition par statut

AFJ dépendantes :

- Employées par 3 structures de coordination et 2 crèches familiales.
- **Effectif : 163 AFJ.**
- Taux moyen d'activité : 93 % (structures de coordination) et 96 % (crèches familiales).

AFJ indépendantes (associées) :

- Regroupées dans 3 associations.
- **Effectif : 79 AFJ.**
- Taux moyen d'activité : 81 %.

AFJ totalement indépendantes :

- Hors associations.
- **Effectif : 84 AFJ.**

Nombre d'enfants d'âge préscolaire accueillis dans les structures d'accueil familial

8 structures d'accueil familial de jour à Genève

671 enfants accueillis en 2024

	2023		2024	
	Nb. enfants	Nb. enfants / place	Nb. enfants	Nb. enfants / place
Accueil familial				
dépendant	479	1.2	473	0.9
Structures de coordination	350	1.2	346	0.9
Crèches familiales	129	1.0	127	0.9
indépendant	182	1.5	198	1.2
Associations	182	1.5	198	1.2

N.B. Suite à une modification des modalités de calcul concernant le nombre de places en ETP, les données 2024 sur le nombre d'enfants par place ne sont pas comparables avec celles de 2023.

Source: OCPE/SRED - Relevé statistique.

À l'échelle du canton, cette offre représente 0,8 places pour 100 enfants résidents d'âge préscolaire.

675 places en 2024

Nombre de places* en accueil familial de jour pour les enfants d'âge préscolaire et taux d'offre

	2023		2024	
	Nb. places	Taux d'offre	Nb. places	Taux d'offre
Accueil familial				
dépendant	414	2.0%	510	2.5%
Structures de coordination	285	1.4%	368	1.8%
Crèches familiales	130	0.6%	142	0.7%
indépendant	117	0.6%	165	0.8%
Associations	117	0.6%	165	0.8%

* Nombre de places en ETP, soit 45 h. par semaine.

N.B. Suite à une modification des modalités de calcul concernant le nombre de places en ETP, les données 2024 ne sont pas comparables avec celles de 2023.

Sources: OCPE/SRED - Relevé statistique; OCSTAT.



Les structures d'AFJ

- Coordinatrices et coordinateurs en accueil familial de jour
- Personnel pédagogique et administratif
- Accueillantes familiales formées
- Surveillance du SASAJ DIP
- Accueils collectifs et rencontres avec les enfants
- Obligation annonce enfants au SRED OCPE et à la FDAP concernant les enfants BEP
- Budgets communaux importants pour ces structures
- Collaboration avec les institutions et le réseau enfance

Service de santé de l'enfance et de la jeunesse

Les missions

- Le service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ) **promeut la santé et la qualité de vie, prévient les atteintes à la santé et protège l'intégrité des enfants** et des jeunes dans les établissements scolaires publics et les **institutions de la petite enfance**.
- Ses principaux objectifs sont d'informer les enfants et les jeunes sur la santé et de **renforcer leurs compétences en la matière, de dépister les troubles de la vue et de l'ouïe**. Il les suit et les oriente s'ils présentent des besoins particuliers ou rencontrent des difficultés. Leur santé est prise en compte dans tous ses aspects : santé physique, psychique, sexuelle et sociale.

Exemples de prestations SSEJ dans les SAPE

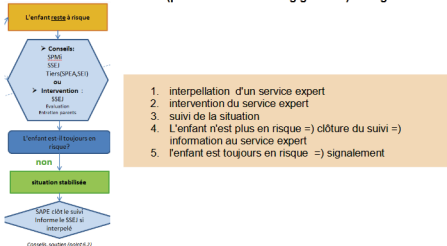
- Infirmière référente par SAPE
- Infos concernant les enfants ayant des problématiques allergies, de sommeil, alimentation, troubles du développement, poux, etc.
- Mise sur pied des PAI (projet d'accueil individualisé) et des CAT (conduite à tenir)
- Rencontre avec les parents et échanges par ex. autour de l'alimentation et du sommeil
- Soutien aux équipes
- Appel au SSEJ en cas d'épidémies (Gale, rougeole, gastroentérite, coqueluche, etc) et recommandations vaccinales des professionnel.les
- Matériel de prévention par ex. «malette dents»
- Dépistage dentaire et ouïe
- Séminaire au SSEJ concernant le sommeil, la psychomotricité, l'alimentation, etc.
- **Signalement des enfants en danger et accompagnement dans le processus de suivi**
- Enfants à besoins spécifiques

Enfants en danger – signalement

HARPEJ
(Harmonisation de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse)

Situation pour les crèches - garderies

6.2. Conseil et soutien (partie au centre du logigramme) ou signalement au SPMI



≠ le cas pour les structures d'accueil familial de jour qui doivent directement contacter le SPMI et gérer la situation

Modifications : inclure l'accueil familial de jour dans la LEJ J6 01

- **Art. 1, let. b (nouvelle teneur)**
- b) promouvoir des conditions propres à favoriser la santé des enfants et des jeunes scolarisés au sein des établissements publics, et des enfants accueillis au sein des structures d'accueil préscolaire **et dans le cadre de l'accueil familial de jour.**
- **Art. 18, al. 4 (nouvelle teneur)**
- ⁴ Le département intervient également auprès des structures d'accueil préscolaire **ainsi que des personnes pratiquant l'accueil familial de jour et des structures qui en assurent la coordination** en contribuant à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, en repérant précocement leurs difficultés éventuelles et en guidant leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci.

Modifications : inclure la santé des enfants dans la loi sur l'accueil préscolaire J6 28

- **Art. 5, al. 5 (nouveau, les al. 5 et 6 anciens devenant les al. 6 et 7)**
- ⁵ **Le canton contribue à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, repère précocement leurs difficultés éventuelles et guide leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci.**

Objectifs généraux

Promouvoir la santé et la qualité de vie des enfants et des jeunes dans les structures d'accueil préscolaire et familial.

Garantir un traitement équitable entre les enfants accueillis en structures collectives (SAPE) et ceux en accueil familial de jour.

Constat actuel

Le Service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ) intervient dans les établissements scolaires et les structures préscolaires (SAPE).

Les accueillantes familiales de jour et leurs structures de coordination ne bénéficient pas des mêmes prestations (prévention, dépistage, information).

Problèmes identifiés

Absence de mesures sanitaires spécifiques pour l'accueil familial de jour (ex. épidémies, dépistages).

Inégalité d'accès aux services de santé publique pour des professionnels relevant de la même législation.

Risque de défavoriser les enfants accueillis en milieu familial par rapport à ceux en SAPE.

Propositions concrètes

Étendre les prestations du SSEJ aux structures de coordination et aux accueillantes familiales de jour :

Dépistages bucco-dentaires, auditifs et visuels.

Programmes de prévention et matériel pédagogique (poux, alimentation, fiches médicales).

Coordination en cas de signalements, épidémies, situations à risque.

Rencontres avec le personnel infirmier.

Justifications

Les accueillantes familiales de jour sont autorisées par la même loi que les SAPE (LAPr).

Elles sont recensées dans les statistiques officielles et financées par des fonds publics.

Il est injustifié que des structures relevant d'une même législation aient un accès inégal aux services de l'État.

Impact attendu

Meilleure prévention et repérage précoce des situations à risque avant l'entrée à l'école.

Soutien accru aux accueillantes familiales et reconnaissance de leur rôle.

Égalité de traitement pour tous les enfants, quel que soit leur mode d'accueil.

Implications financières

Intégration d'environ 700 enfants (= +5 % des enfants en SAPE) et 300 accueillantes familiales de jour.

Coût estimé raisonnable et proportionné par rapport aux bénéfices attendus.

Même loi, mêmes droits : les AFJ doivent bénéficier des mêmes prestations que les structures préscolaires

La santé des enfants ne dépend pas du mode d'accueil : égalité de traitement pour tous

Prévenir, c'est protéger : les AFJ ont besoin des outils du SSEJ pour agir efficacement

Un enfant accueilli chez une AFJ vaut autant qu'un enfant en crèche : même accès à la prévention

Épidémies, dépistages, conseils : les AFJ ne peuvent rester en marge des actions de santé publique

700 enfants en AFJ = 700 raisons d'étendre les services du SSEJ

La loi sur l'accueil préscolaire les reconnaît, le SSEJ doit les soutenir

Inégalité d'accès = inégalité de santé : ce projet corrige une injustice

Outiller les AFJ, c'est garantir le bien-être et la sécurité des enfants avant l'école

Santé publique pour tous : pas de zones grises dans la protection de l'enfance

Projet de loi 13598 modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse

CEECS, 21 janvier 2026



Office cantonal de l'enfance et de la jeunesse / SSEJ

DIP

21/01/2026 - Page 1

Cadre légal actuel

- LEJ : article 1b et article 18 alinéa 3
- Ayants droits: accueil préscolaire collectif = SAPE (structure d'accueil de la petite enfance)
- Rôle SSEJ auprès des SAPE: promotion, prévention, repérage et orientation
- NB: l'exposé des motifs du projet de loi fait référence à des dépistages qui n'ont pas lieu dans les SAPE

Intervention du SSEJ pour les AFJ

- AFJ hors cadre légal mais SSEJ offre déjà des prestations
- Document d'orientation spécifique aux AFJ : [Santé en accueil familial de jour](#)
- Permanence médico-infirmière téléphonique du SSEJ du lundi au vendredi (8h-12h / 13h-17h)
- Participation des faïtières des structures de coordination AFJ aux formations de «prise en charge des situations de maltraitance»
- Document de référence santé à l'attention des SAPE : [DO015.0620 Classeur de référence santé PE](#)

Freins concernant une extension de prestations aux AFJ

- Conditions d'accueil différentes, sites multiples (+270)
- Organisation hétérogène (indépendant, structures de coordination, associations) des AFJ (accueil individuel) vs SAPE (accueil collectif structuré)
- Besoins et moyens différents : pas de symétrie dans les prestations d'accueil entre AFJ et SAPE
- Manque ressources SSEJ pour les SAPE

Perspectives

- Renforcer la communication aux AFJ;
- Développer la collaboration avec les structures de coordination AFJ pour des formations continues (p.ex. formation repérage maltraitance);
- Renforcer l'information à destination des AFJ en fonction des besoins rencontrés pour les orienter vers les ressources de soutien (SSEJ, SEI, SPEA-guidance infantile, pédiatres, etc.).

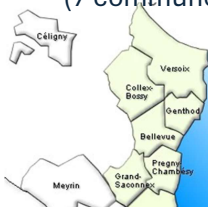
Intervenantes :

- Koala, Sabina **Blanchut**
- Supernounou, Pascale **Cuérel**
- Le Couffin, Sylvie **Enggist**

Représentantes des associations des accueillantes familiales de jour indépendantes

Une présence de proximité sur 31 communes genevoises

Supernounou
(7 communes)



Koala
(14 communes)



Le Couffin
(10 communes)



Le cadre légal :

Les accueillantes familiales de jour sont autorisées au même titre que les SAPE en vertu de la **loi sur l'accueil préscolaire** (LAPr, RS J 6 28).

Elles sont répertoriées dans les statistiques de l'**Observatoire cantonal de la petite enfance** rattaché au Service de la recherche en éducation (OCPE-SRED)

Elles sont également mentionnées dans la **Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire** (FDAP) pour le soutien aux enfants à besoins éducatifs particuliers (BEP).

Services & Protocoles	Crèches & Jardins d'enfants	Accueil Familial de Jour
Cadre Légal	Soumis à la même Loi (J 6 28.01	Soumis à la même Loi (J 6 28.01
Exigences d'Autorisation	Strictes (SASAJ)	Strictes (SASAJ)
Appui du SSEJ	☑ OUI	✗ NON
Matériel de Dépistage (Dentaire, vue, ouïe, etc.)	☑ OUI	✗ NON
Alertes Épidémies (Gastro, Rougeole, coqueluche)	☑ Protocoles clairs	✗ Pas d'information
Validation des PAI (Allergies)	☑ Accompagnement expert	✗ Responsabilité isolée
Formations par exemple : Sommeil / Alimentation	☑ Offre régulière	✗ Accès restreint

Pourquoi l'Accueil Familial a-t-il besoin du SSEJ ?

Soutien au repérage précoce : Les accueillantes sont souvent plus isolées et moins formées que le personnel en structure collective pour identifier des retards de développement ou des difficultés spécifiques.

Une alternative au SPMI : Pouvoir solliciter un avis professionnel pour des situations intermédiaires, sans devoir immédiatement engager une procédure lourde.

Accompagnement de proximité : Observation de l'enfant, conseils aux parents et soutien à l'association.

Des besoins concrets

Le SSEJ dispose d'outils performants dont l'accueil familial est aujourd'hui exclu :

Protocoles de santé : PAI (Projets d'Accueil Individualisés pour allergies), gestion des épidémies (rougeole, coqueluche, gastro, poux) et alertes (canicule).

Prévention & Dépistage : Accès au matériel pédagogique (hygiène dentaire, sommeil, alimentation)

Séminaires / formations : Alimentation, ...

Animations et accueils collectifs : une exigence de protection identique

Bien que l'accueil se fasse au domicile, il se déroule **régulièrement en collectivité**, par le biais d'accueils collectifs ou d'animations diverses dans des locaux mis à disposition.

Or aucune mesure, ni information n'est prévue quant aux épidémies éventuelles dans ce mode d'accueil.

Pourquoi valider le PL 13598 ?

Une protection égale pour chaque enfant

Sécurisation du cadre professionnel

« Nous ne demandons rien de plus que l'application d'un principe simple : puisque nous partageons la même loi et la même mission de bien-être de l'enfant, nous devons avoir accès aux mêmes services de santé. Afin de permettre à l'accueil familial de jour de sortir de l'ombre et de devenir un partenaire à part entière du dispositif cantonal de santé (SSEJ).

Pour le bien-être des enfants, la sécurité des professionnelles et la sérénité des parents.»

PL 13598 présentation SASAJ

Commission de l'enseignement
11 mars 2026



Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse
Office cantonal de l'enfance et de la jeunesse
Service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour

11/03/2026 - Page 1

Eléments de contexte

A ce jour

- 313 AFJ autorisées
 - dont: 175 employées
 - 138 indépendantes
 - dont environ 54 non affiliées à une association
- 30 communes disposent d'au moins une AFJ sur leur territoire (Genève, Lancy, Onex, Carouge, Meyrin, Bernex et Versoix comptabilisent la grande partie des AFJ sur leur territoire)
- 912 places autorisées

Base légale

- Ordonnance fédérale sur le placement des enfants, spécifiquement articles 4 à 11
- Loi sur l'accueil préscolaire (J6 28), spécifiquement articles 31 à 33
- Règlement d'application de la loi préscolaire (J6 28.01), spécifiquement articles 34 à 42
- Directive sur l'accueil familial de jour
<https://www.ge.ch/document/4979/telecharger>

11/03/2026 - Page 3

Formation requise pour obtenir une autorisation définitive et formation continue

Formation préalable donnée en deux phases

- Première phase avant le début de l'activité: 23h (dont cours de 1ers secours)
- Deuxième phase: après obtention de l'autorisation provisoire: 37 heures
- Obligation de suivre une formation continue une fois par an
- Tous les deux ans: cours de 1ers secours.

11/03/2026 - Page 4



Association genevoise de structures de
coordination de l'accueil familial de jour



Commission de l'enseignement du Grand Conseil

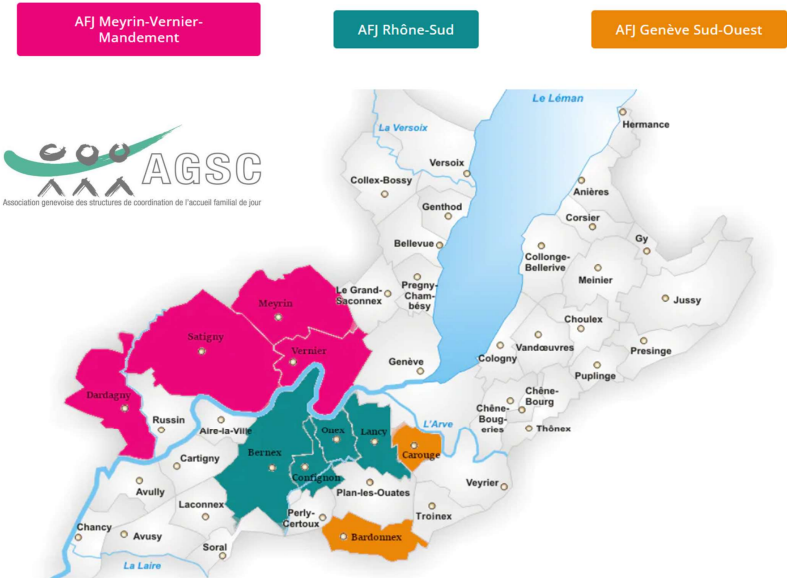
Audition du 18.03.26

2

Buts statutaires de l'AGSC

L'AGSC œuvre pour atteindre les buts suivants :

- a) **promouvoir et développer** les structures de coordination pour l'accueil familial de jour ; sont considérées comme structures de coordination de l'accueil familial de jour, les structures qui engagent et rémunèrent les personnes pratiquant l'accueil familial de jour au sens de la Loi J 6 29 ci-après SCAF ;
- b) veiller à la **qualité de l'accueil familial de jour** et des SCAF en conformité avec les objectifs définis par la Fédération suisse pour l'accueil familial de jour (ci-après FSAFJ) ;
- c) **représenter les intérêts** des SCAF au niveau cantonal, régional et fédéral ;
- d) **promouvoir la reconnaissance de l'accueil familial de jour** comme mode de garde de qualité pouvant répondre aux besoins des familles ;
- e) favoriser et participer aux démarches visant au **recrutement de nouvelles accueillantes familiales de jour** (ci-après AF) ;
- f) soutenir ses membres dans l'exécution de leurs tâches notamment en offrant un **espace de dialogue et d'échange** entre eux.



3 structures de coordination de l'AGSC : 9 communes

SRED statistiques nov.25	AfJ MVM	AfJ Rhône-Sud	AfJ GSO	Totaux
Accueillantes Familiales	33	71	15	119
Places en ETP	102	211	48	361
Enfants	81	227	54	362

Volonté politique des communes membres de l'AGSC

- Exploiter une structure d'accueil en **conformité des lois**
- **Répondre à la demande** importante de places d'accueil
- Offrir une prestation aux contribuables du territoire - **priorité**
- Subventionner des places en **fonction du revenu familial**
- Créer des **emplois reconnus** avec un véritable statut
- **Lutter contre le travail non déclaré**
- **Maîtriser les coûts** et les orientations
- Proposer une **pluralité de modes** de garde
- Assurer la **qualité** de l'accueil, la sécurité et la socialisation
- Maintenir un **partenariat avec les SAPE** et le réseau enfance
- **Regrouper les forces** en une structure
- Agrandir le cercle des disponibilités par **l'intercommunalité**

Les structures de coordination de l'AGSC ont pour mission, notamment de

- ✓ Mettre en place les dispositions nécessaires pour permettre un **accueil de jour de qualité** au sein des communes concernées
- ✓ **Engager, rémunérer, superviser, évaluer et former** les AFJ de la structure de coordination et en assurer le suivi.
- ✓ **Coordonner et gérer les relations** avec les familles auprès des AFJ et **assurer la facturation** des prestations délivrées.
- ✓ Veiller au **bien-être global** des enfants accueillis et à leur socialisation.
- ✓ Développer et **collaborer de manière régulière** avec le réseau institutionnel genevois de la Petite Enfance.

L'AGSC est favorable à ce projet de loi. Par principe

- ✓ L'AFJ est un mode de garde reconnu par la loi comme les structures collectives (SAPE, soit « crèches et garderies »)
- ✓ Il est surveillé et autorisé par le SASAJ, comme les SAPE.
- ✓ Il est comptabilisé par l'OCPE et dans les subventions FDAP, comme les SAPE-PE (« crèches »).
- ✓ Il doit avoir le même accès aux prestations cantonales.

Même loi, mêmes droits.

L'AGSC est favorable à ce projet de loi. Par égalité de traitement pour l'ensemble des enfants accueillis

- ✓ Aucune raison que les enfants en AFJ ne puissent pas bénéficier des mêmes prestations.
- ✓ Ce projet de loi corrige une étonnante anomalie, déjà identifiée et signalée de longue date.
- ✓ Aujourd'hui un accès informel, partiel, au compte-gouttes, au cas par cas, ponctuel alors que l'accès doit être clair, autorisé, institutionnalisé.

La santé de nos enfants ne doit pas dépendre du mode de garde.

L'AGSC est favorable à ce projet de loi. Pour un nombre non négligeable d'enfants

- ✓ L'AFJ est un moyen de garde complémentaire aux SAPE.
- ✓ Il est non-négligeable et nécessaire aux familles pour concilier vie familiale et vie professionnelle.
- ✓ Il propose 6.6% des places en 2025 (chiffres : FDAP), soit 510.2 places (crèches familiales et structures de coordination de l'AGSC uniquement), soit plus de 750 enfants.

**Une proportion d'enfants non-négligeable:
ils doivent avoir le même accès.**

L'AGSC est favorable à ce projet de loi. Pour une prise en charge des enfants adaptée et individualisée

- ✓ L'accueil en milieu familial, avec peu d'enfants, est plus individualisé.
- ✓ Il permet de mieux s'adapter aux besoins particuliers des enfants.
- ✓ L'accueillante familiale (AF) est seule au quotidien avec les 2, 3, 4 ou 5 enfants chez elle, même si elle est soutenue, formée, encadrée par la structure de coordination.
- ✓ Il est d'autant plus important et utile pour elle et la structure de coordination d'avoir accès aux prestations du SSEJ au quotidien pour soutenir cet accueil de qualité.

L'accès au SSEJ, pour la qualité de la prise en charge individualisée.

L'AGSC est favorable à ce projet de loi. Pour un accès à la santé, pour renforcer la prévention : investissement pour l'avenir

- ✓ Il est question d'accès aux conseils des infirmières du SSEJ, de soutien, de dépistages.
- ✓ Il est indispensable de garantir un accès à la santé et à la prévention aussi pour les enfants en AFJ.
- ✓ Les 1000 premiers jours de vie sont cruciaux dans le développement d'un enfant.
- ✓ Faire de la prévention efficace à cet âge est un investissement pour l'avenir et une baisse de la charge des infirmières scolaires du SSEJ.

Agir tôt est efficient économiquement.

Responsabilités sanitaires sans accès officiel au SSEJ

Situation actuelle:

- ➔ Absence d'accès formel aux informations du SSEJ
- ➔ Absence d'accès aux séminaires donnés par le SSEJ
- ➔ Les coordinations sollicitent des contacts personnels du réseau pour obtenir des informations

Conséquences :

- ➔ Informations tardives ou incomplètes, peut-être même erronées
- ➔ Perte de temps dans le travail quotidien

L'accès au SSEJ permettrait une application claire et uniforme des recommandations sanitaires du canton.

Protocoles médicaux (PAI): responsabilité sans accompagnement

Situation actuelle :

- Le protocole est prescrit par le médecin de l'enfant
- Aucun accompagnement des AF / des parents n'est prévu

Conséquences :

- Les parents se retrouvent à expliquer comment utiliser un EpiPen
- Des conseils téléphoniques approximatifs sont donnés par la coordination
- Risque en cas d'urgence
- Responsabilité des AF engagée sans accompagnement

L'accès au SSEJ permettrait l'intervention d'une infirmière pour accompagner et sécuriser ces protocoles.

Prévention et gestion des épidémies

Situation actuelle:

- Les consignes du médecin cantonal sont envoyées aux SAPE (gastro-entérite, pied-main-bouche, etc)
- Les structures et les AF ne les reçoivent pas directement et ne peuvent pas alerter le SSEJ si nécessaire
- Des accueils collectifs réguliers réunissent enfants et AF

Conséquences :

- Application tardive des recommandations
- Inquiétudes des parents
- Risque accru chez les enfants les plus vulnérables

L'accès au SSEJ permettrait une prévention cohérente pour tous les enfants.

Situation préoccupantes pour les enfants

15

Situation actuelle:

- Les coordinations ne peuvent pas échanger avec le SSEJ pour avoir un regard professionnel extérieur
- Les AF n'auraient pas signalé cette situation par peur de contacter le SPMI directement

Conséquences :

- Absence d'appui professionnel pour évaluer certaines situations préoccupantes
- Processus de signalement plus complexe pour les équipes
- Difficultés à mobiliser rapidement le réseau autour de l'enfant

Un accès au SSEJ permettrait un accompagnement et une meilleure coordination dans ces situations sensibles.

16

Derrière chaque situation, il y a un enfant, peut-être le nôtre.

Les ressources existent.

L'enjeu aujourd'hui est de permettre à chacun-e d'y accéder.

L'AGSC vous invite à soutenir ce projet de loi.

Merci de votre attention.



Date de dépôt : 19 mai 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Cyril Mizrahi

Le projet de loi 13598 modifiant la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) vise à étendre les prestations du service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ) à l'accueil familial de jour, afin de garantir une égalité de traitement entre tous les enfants accueillis dans le système public d'accueil préscolaire. La minorité soutient pleinement cet objectif. Elle déplore que la majorité de commission, en adoptant les amendements du département présentés à quelques jours du vote, ait vidé le projet de loi de sa substance, et vous invite à l'amender afin de lui restituer son ambition originale.

Un principe simple et fondé : même loi, mêmes droits

Les accueillantes familiales de jour (AFJ) sont autorisées au même titre que les structures d'accueil préscolaire (SAPE) en vertu de la loi sur l'accueil préscolaire. Elles sont recensées dans les statistiques officielles, soumises aux mêmes exigences d'autorisation du SASAJ, et subventionnées par les communes, qui financent également les structures de coordination. Les enfants qui y sont accueillis font partie intégrante du dispositif public cantonal d'accueil préscolaire – ce ne sont pas des prises en charge privées, mais des prestations encadrées et financées par l'argent public.

Pourtant, ces enfants ne bénéficient pas des mêmes prestations de santé que leurs pairs accueillis en crèche : pas d'accès formel à la permanence infirmière du SSEJ, pas de protocoles sanitaires en cas d'épidémie, pas de soutien pour les projets d'accueil individualisé (PAI) pour les enfants présentant des allergies ou des besoins spécifiques, pas de formations accessibles dans le même cadre institutionnel. En cas de situation préoccupante pour un enfant, les accueillantes familiales de jour ne disposent pas du même appui professionnel que les équipes des SAPE – elles doivent contacter directement le SPMi, ce qui suscite des craintes et conduit parfois à des hésitations préjudiciables.

Les auditions ont confirmé l'inégalité de manière détaillée. Tant les structures de coordination de l'AGSC que les associations d'accueillantes indépendantes (Koala, Le Couffin, Supernounou) ont décrit une situation où l'accès aux informations et aux soutiens du SSEJ est informel, parcellaire, dépendant des réseaux personnels de chacune. Elles demandent un accès clair, autorisé et institutionnalisé – et non pas la simple formalisation d'une pratique déjà insuffisante. Personne, y compris le SASAJ et le SSEJ eux-mêmes, n'a contesté le bien-fondé de cet objectif.

Un projet vidé de sa substance par des amendements de dernière minute

Après cinq séances de commission et de nombreuses auditions, le département a transmis ses amendements dans la semaine précédant le vote final. Certains commissaires ne sont même pas parvenus à ouvrir le fichier y relatif. Ces circonstances et cette précipitation n'ont malheureusement pas permis une analyse en profondeur.

Sur le fond, ces amendements ont produit le résultat suivant : la mention de l'accueil familial de jour dans les buts de la LEJ (art. 1 let. b) a été supprimée ; la nouvelle teneur de l'art. 18 al. 4 étendant les interventions du SSEJ aux AFJ et à leurs structures de coordination a été écartée au profit de la teneur de la loi actuelle ; la modification parallèle de la loi sur l'accueil préscolaire (art. 2 du PL) a été supprimée. En lieu et place, un nouvel art. 18 al. 5 a été adopté, stipulant que le département « met à disposition des informations et prodigue des conseils ». La minorité a voté pour cet article, faute de mieux. Mais ce n'est pas suffisant.

Comme le département l'a lui-même reconnu en séance, un accès informel à certaines informations du SSEJ existait déjà. Ce que le PL visait, c'était un accès institutionnalisé aux prestations de santé, pas une simple mention de conseils et d'informations. Les situations concrètes décrites lors des auditions – enfant épileptique sans protocole PAI sécurisé, épidémie non signalée, situation préoccupante sans appui professionnel – ne seront pas résolues par le seul art. 18 al. 5.

La minorité avait proposé un sous-amendement à l'art. 18 al. 4 qui offrait une voie intermédiaire raisonnable : étendre les interventions du SSEJ non pas à chaque accueillante individuellement, mais aux structures de coordination et aux associations regroupant les personnes pratiquant l'accueil familial de jour. Ce sous-amendement a malheureusement été refusé à 9 voix contre 5.

Conclusion et amendements proposés

Pour la minorité, le nouvel art. 18 al. 5 n'est pas suffisant. Elle vous invite à aller plus loin en adoptant les amendements suivants, qui figuraient dans le texte original du PL 13598 ou ont été proposés par la minorité en commission, afin que ce projet de loi atteigne réellement son objectif d'égalité de traitement entre tous les enfants.

Amendement n° 1 — Art. 1, let. b (nouvelle teneur, texte du PL 13598 original)

La présente loi poursuit les buts suivants :

- b) promouvoir des conditions propres à favoriser la santé des enfants et des jeunes scolarisés au sein des établissements publics, et des enfants au sein des structures d'accueil préscolaire et dans le cadre de l'accueil familial de jour ;*

Amendement n° 2 — Art. 18, al. 4 (nouvelle teneur, sous-amendement de la minorité)

⁴ Le département intervient également auprès des structures d'accueil préscolaire ainsi que des structures de coordination et associations regroupant des personnes pratiquant l'accueil familial de jour, en contribuant à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, en repérant précocement leurs difficultés éventuelles et en guidant leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci.

Amendement n° 3 — Art. 2 (nouvelle disposition, texte du PL 13598 original), l'art. 2 actuel devenant l'art. 3

Art. 2 Modification à une autre loi

La loi sur l'accueil préscolaire, du 12 septembre 2019 (LAPr) (J 6 28), est modifiée comme suit :

Art. 5, al. 5 (nouveau, les al. 5 et 6 anciens devenant les al. 6 et 7)

⁵ Le canton contribue à la création de conditions favorables à la santé des jeunes enfants, repère précocement leurs difficultés éventuelles et guide leurs parents et les professionnels pour la prise en charge de celles-ci.

Au vu des explications qui précèdent, la minorité vous invite, Mesdames et Messieurs les membres du Grand Conseil, à amender en ce sens le PL 13598.